Quatre-vingt-neuvième année. — N° 276. Le Numéro : 15 francs. Jeudi 28 Novembre 1957.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES



| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Documents administratifs | DÉBATS | | | Conseil économique | | Documents | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union française | Avis et Rapports | Bulletin | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union fr. |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et Outre-mer . . | 3.450 | 1.800 | 950 | 300 | 800 | 600 | 400 | 250 | 550 | 1.000 | 500 | 250 |
| Etranger. . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 500 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 850 | 1.700 | 800 | 400 |

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91


## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


**PRESIDENCE DU CONSEIL**

*Arrêté* portant délégation de signature (p. 10954).

**MINISTERE DE LA JUSTICE**

*Arrêté* du 26 novembre 1957 portant transfert de crédits (p. 10954).

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**

*Décret* du 27 novembre 1957 portant institution d'une délégation spéciale dans la commune de Bessans (Savoie) (p. 10954).

*Décret* du 27 novembre 1957 révoquant un maire de ses fonctions (p. 10954).

**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES**

*Décrets* du 27 novembre 1957 portant délégations de signature (p. 10954).

**MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN**

*Décret* n° 57-1228 du 27 novembre 1957 tendant à compléter le décret n° 55-970 du 16 juillet 1955 relatif à l'indemnité pour usure ou perte accidentelle de vêtements allouée à divers personnels du ministère des finances (p. 10955).

*Arrêté* du 5 novembre 1957 portant transfert de crédits (p. 10955).

*Arrêté* du 26 novembre 1957 portant ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs stagiaires à la caisse des dépôts et consignations (p. 10956).

*Arrêtés* portant délégations de signature (p. 10956).

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

*Décret* n° 57-1229 du 27 novembre 1957 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction des établissements d'enseignement supérieur (p. 10956).

*Décret* n° 57-1230 du 27 novembre 1957 portant relèvement des indemnités susceptibles d'être allouées à certains personnels des universités et facultés chargés de fonctions accessoires de direction d'instituts rattachés aux facultés ou aux universités (p. 10957).

*Décret* n° 57-1231 du 27 novembre 1957 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale (p. 10957).

**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE**

*Décret* du 27 novembre 1957 portant délégation de signature (p. 10958).

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**

*Arrêtés* portant nomination des membres du cabinet du ministre et délégation de signature (p. 10958).

**MINISTERE DE L'ALGERIE**

*Arrêté* portant nomination des membres du cabinet d'un secrétaire d'Etat (p. 10959).


### INFORMATIONS PARLEMENTAIRES


**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commission et de sous-commission. — Désignation de candidatures pour des commissions. — Réunions de commissions (p. 10959).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Liste des documents mis en distribution. — Vérification de pouvoirs. — Réunions de commissions (p. 10960).

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution (p. 10960).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.**

*Résultats* du tirage de la quarante-quatrième tranche de la loterie nationale 1957 (p. 10961).

*Situation* du Trésor (31 août 1957) (p. 10962).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Avis* de vacance d'un poste de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux des Deux-Sèvres (p. 10984).

*Avis* de concours pour le recrutement de deux rédacteurs au centre hospitalier régional de Nancy (p. 10984).

*Avis* de concours pour le recrutement d'un rédacteur au centre hospitalier du Havre (Seine-Maritime) (p. 10984).

**Annonces** (p. 10984).

## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

**N° 107 A. N.**

**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du mercredi 27 novembre 1957. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 4989).

**N° 58 C. R.**

**Conseil de la République.** — Compte rendu *in extenso* des débats du mercredi 27 novembre 1957. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 2043).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

**Délégation de signature.**

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 6 novembre 1957 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Jean-Paul Martin, directeur des Journaux officiels, pour signer, au nom du président du conseil des ministres, les fiches d'engagement de dépenses, les ordonnances de payement, de virement et de délégation émises sur les crédits ouverts au budget de la présidence du conseil au titre de la Direction des Journaux officiels, ainsi que les ordres de payement, les chèques, les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et autres pièces comptables, à l'exclusion des marchés de fournitures et de travaux.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Journaux officiels, M. Robert Péniguel, secrétaire général, est autorisé à signer, en son nom, tous les documents visés à l'article 1er.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 novembre 1957.

FÉLIX GAILLARD.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Transfert de crédits.**

Par arrêté du 26 novembre 1957, il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice, pour 1957, un crédit de 100 millions de francs, applicable au chapitre 34-33: « Services de l'éducation surveillée. — Entretien, rééducation et surveillance des mineurs délinquants. — Consommations en nature » du budget de la justice.

Sur les crédits ouverts au ministre des finances, des affaires économiques et du plan, pour 1957, une somme de 100 millions de francs est définitivement annulée sur le chapitre 37-91: « Dépenses éventuelles » du budget des finances et des affaires économiques (I: Charges communes).

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 27 novembre 1957 portant institution d'une délégation spéciale dans la commune de Bessans (Savoie).**

Le président du conseil des ministres,

Vu l'article 19 du code de l'administration communale;

Considérant que tous les membres du conseil municipal de Bessans (Savoie) ont donné leur démission;

Considérant que les élections auxquelles il a été procédé n'ont pas permis de constituer un nouveau conseil municipal,

Décrète:

Art. 1er. — Il est institué dans la commune de Bessans (Savoie) une délégation spéciale composée de MM. Pautas (Pierre), Personnaz (Frédéric), Parrour (Lucien).

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

FÉLIX GAILLARD,

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'intérieur,*
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,*
MAURICE PIC.

**Décret du 27 novembre 1957 révoquant un maire de ses fonctions.**

Par décret en date du 27 novembre 1957, M. Capron (Amédée) a été révoqué de ses fonctions de maire de la commune d'Avion (Pas-de-Calais).

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

**Décrets du 27 novembre 1957 portant délégations de signature.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées,

Vu l'article 22 de la loi du 31 décembre 1950 ouvrant dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale dénommé « Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire » et un compte de règlement avec les gouvernements étrangers dénommé « Contribution américaine au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire »;

Vu le décret n° 50-389 du 1er avril 1950 relatif à la réorganisation de la défense nationale modifié par décret du 5 juin 1950 et par décret n° 52-430 du 19 avril 1952;

Vu le décret n° 57-1204 du 15 novembre 1957 portant délégation des pouvoirs du président du conseil au ministre de la défense nationale et des forces armées;

Vu le décret du 6 novembre 1957 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décrète:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Geoffroy Chodron de Courcel, secrétaire général permanent de la défense nationale, et à M. le général Andrier, secrétaire général adjoint, à l'effet de signer, au nom du ministre de la défense nationale et des forces armées, dans le cadre des attributions de la mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées:

« 1° Tous actes et décisions en matière administrative et financière, à l'exclusion des décrets:

« 2° Les ordonnances de payement et de délégation, les ordonnances de virement, les titres de recettes et tous autres documents comptables relatifs au compte d'affectation spéciale dénommé « Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire » et compte de règlement avec les gouvernements étrangers dénommé « Contribution des nations signataires du pacte Atlantique au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire ».

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Chodron de Courcel, secrétaire général permanent de la défense nationale, et de M. le général Andrier, secrétaire général adjoint, la délégation prévue à l'article 1er ci-dessus sera exercée par M. Michel Delbard, chef de la mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par M. Louis-Robert de Beauchamp, chef adjoint de la mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées.

Art. 3. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*
JACQUES CHABAN-DELMAS.

---

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées,

Vu l'article 36 de la loi n° 55-1041 du 6 août 1955, modifié par l'article 72 de la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956 et ayant institué un compte spécial du Trésor destiné à retracer les opérations de recettes et de dépenses en Deutsche Mark afférentes à l'emploi de la contribution allemande à l'entretien des forces françaises stationnées en Allemagne, de disponibilités en Deutsche Mark appartenant au Trésor français et des crédits du budget général affectés à la couverture des dépenses des services français en Allemagne;

Vu l'arrêté du 18 mai 1955 portant organisation du service du budget et de l'ordonnancement auprès du commandant en chef des forces françaises en Allemagne;

Vu le décret du 6 novembre 1957 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décrète:

Art. 1er. — Il est donné à M. Peyrou (René), chef du service du budget et de l'ordonnancement auprès du commandant en chef des forces françaises en Allemagne, délégation permanente de la signature du ministre de la défense nationale et des forces armées à l'effet de signer, en ce qui concerne le compte spécial du Trésor créé par l'article 36 susvisé de la loi n° 55-1041 du 6 août 1955:

Toutes fiches d'engagement de dépenses;

Toutes ordonnances de payement, de virement et de délégation ou tous autres documents comptables en tenant lieu;

Tous arrêtés de répartition, de virement ou de régularisation;

Tous ordres de recettes et autres pièces comptables;

Tous actes et décisions ainsi que les marchés de travaux et de fournitures entrant dans les attributions des ordonnateurs secondaires ou subdélégataires du compte spécial du Trésor en question mais dépassant la limite fixée à leur compétence;

Les états exécutoires émis, par application de l'article 54 de la loi du 13 avril 1898, pour le recouvrement des créances de l'Etat.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Peyrou, la délégation de signature prévue à l'article 1er ci-dessus sera exercée par M. Girard (Gaston) et, à son défaut, par M. Thibault (Daniel), adjoints au chef du service du budget et de l'ordonnancement auprès du commandant en chef des forces françaises en Allemagne.

Art. 3. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*
JACQUES CHABAN-DELMAS.

---

## MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

**Décret n° 57-1228 du 27 novembre 1957 tendant à compléter le décret n° 55-970 du 16 juillet 1955 relatif à l'indemnité pour usure ou perte accidentelle de vêtements allouée à divers personnels du ministère des finances.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu le décret n° 55-970 du 16 juillet 1955 relatif à l'indemnité pour usure ou perte accidentelle de vêtements allouée à divers personnels du ministère des finances;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le quatrième alinéa de l'article 1er du décret n° 55-970 du 16 juillet 1955 susvisé est modifié ainsi qu'il suit:

« Manutentionnaires, chefs et sous-chefs de manutention des entrepôts de tabacs, agents des services spéciaux des contributions indirectes affectés à la surveillance des établissements industriels ».

Art. 2. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1er juillet 1956 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,*
RAYMOND MARCELLIN.

---

**Transfert de crédits.**

Le secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 56-601 du 19 juin 1956 déterminant le mode de présentation du budget de l'Etat, notamment son article 30;

Vu la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956 (loi de finances pour 1957);

Vu le décret n° 56-1357 portant répartition des crédits votés pour 1957 (industrie et commerce);

Vu l'arrêté du 27 juillet 1957 portant report de crédits budgétaires de 1956 à 1957,

Arrête:

Art. 1er. — Sur les crédits ouverts au ministère de l'industrie et du commerce pour 1957, une somme de 1 milliard de francs est définitivement annulée sur le chapitre 84-61: « Aide à la recherche de pétrole » du budget de l'industrie et du commerce.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce pour 1957 un crédit de 1 milliard de francs applicable au chapitre 86-61: « Intensification de la recherche de pétrole » du budget de l'industrie et du commerce.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 1957.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du budget,*
GILBERT DEVAUX.

**Ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs stagiaires à la caisse des dépôts et consignations.**

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et le directeur général de la caisse des dépôts et consignations,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 54-184 du 20 février 1954 relatif à l'organisation et à l'encadrement des services de la caisse des dépôts et consignations;

Vu l'article 29 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951;

Vu le décret n° 51-706 du 6 juin 1951 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de bureau, de sténodactylographes, de secrétaires sténodactylographes et d'adjoints administratifs des administrations centrales de l'Etat, modifié par le décret n° 54-989 du 7 octobre 1954,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est autorisée, dans un délai de six mois à dater de la publication du présent arrêté, l'ouverture de deux concours pour le recrutement de deux cents adjoints administratifs stagiaires à la caisse des dépôts et consignations dans les conditions fixées par les décrets nos 51-705 et 51-706 du 6 juin 1951, modifiés par les décrets nos 54-989 et 54-990 du 7 octobre 1954.

Art. 2. — En application de l'article L. 421 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, le directeur général de la caisse des dépôts et consignations pourra fixer le nombre des places qui, non pourvues par nomination de bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés, seraient susceptibles d'être ajoutées au contingent prévu à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 3. — Les places offertes en application des articles 1er et 2 du présent arrêté seront réparties par moitié entre le premier et le deuxième concours.

En cas d'insuffisance du nombre des candidats reçus à l'un des deux concours, les places demeurées vacantes pourront, sur proposition du jury, être attribuées aux candidats de l'autre concours dans l'ordre de leur classement.

Art. 4. — La nature des épreuves, l'organisation générale des concours ainsi que la composition du jury seront fixées par arrêté du directeur général de la caisse des dépôts et consignations.

Art. 5. — Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1957.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

*Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations,*
FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ.

**Délégations de signature.**

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu l'article 14 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955 modifiant l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, antérieurement modifié par l'article 10 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949;

Vu l'article 15 de cette même loi n° 55-359 du 3 avril 1955;

Vu l'article 5 du décret n° 55-875 du 30 juin 1955 portant création d'un fonds de développement économique et social,

Arrête:

Art. 1er. — M. Maurice Brillaud et M. Bernard Tibi, administrateurs civils à l'administration centrale des finances, sont désignés comme représentants du ministre des finances, des affaires économiques et du plan au sens de l'article 14, alinéa 2, de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 rendu applicable à la gestion du fonds de développement économique et social par l'article 5 du décret n° 55-875 du 30 juin 1955 et au sens de l'article 15 de ladite loi n° 55-359 du 3 avril 1955 pour dresser en minute les actes d'affectation hypothécaire et de mainlevée d'hypothèque lorsque ces actes concernent des prêts consentis par l'intermédiaire du Crédit national pour le compte de l'Etat sur des ressources du fonds de développement économique et social ou sur des ressources du fonds de conversion de l'industrie ou du fonds national d'aménagement du territoire.

MM. Brillaud et Tibi ont les mêmes pouvoirs et pourront agir séparément.

Art. 2. — Les actes dressés en minute par ces deux fonctionnaires en vertu du présent arrêté seront conservés par le Crédit national qui est chargé d'en délivrer toutes grosses et expéditions.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu l'article 14 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955 modifiant l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, antérieurement modifié par l'article 10 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949;

Vu l'article 5 du décret n° 55-875 du 30 juin 1955 portant création d'un fonds de développement économique et social,

Arrête:

Art. 1er. — M. Pierre Focke, directeur adjoint à la caisse nationale de crédit agricole, chargé de la direction du contentieux, des actes de prêts et de la coopération, est désigné comme représentant du ministre des finances, des affaires économiques et du plan au sens de l'alinéa 2 de l'article 14 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 rendu applicable à la gestion du fonds de développement économique et social par l'article 5 du décret n° 55-875 du 30 juin 1955, pour dresser en minute les actes d'affectation hypothécaire et de mainlevée d'hypothèque, et en délivrer toutes grosses et expéditions lorsque ces actes concernent des prêts réalisés aux risques de l'Etat par la caisse nationale de crédit agricole, à l'aide d'avances du fonds de développement économique et social.

Art. 2. — En cas d'empêchement de M. Pierre Focke, M. Jean Dupuis, chef de bureau à la caisse nationale de crédit agricole, représentera le ministre des finances, des affaires économiques et du plan dans les mêmes conditions.

Art. 3. — Les actes dressés en minute par ces deux fonctionnaires agissant en vertu du présent arrêté seront conservés par la caisse nationale de crédit agricole.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu l'article 14 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955 modifiant l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, antérieurement modifié par l'article 10 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949;

Vu l'article 15 de cette même loi n° 55-359 du 3 avril 1955;

Vu l'article 5 du décret n° 55-875 du 30 juin 1955 portant création d'un fonds de développement économique et social,

Arrête:

Art. 1er. — M. Pierre Genestier, sous-directeur, et M. Marcel Trocmé, administrateur civil à la caisse des dépôts et consignations, sont désignés comme représentants du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, au sens de l'article 14, alinéa 2, de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 rendu applicable à la gestion du fonds de développement économique et social par l'article 5 du décret n° 55-875 du 30 juin 1955, et au sens de l'article 15 de ladite loi n° 55-359 du 3 avril 1955, pour dresser en minute les actes d'affectation hypothécaire et de mainlevée d'hypothèque lorsque ces actes concernent des prêts consentis par l'intermédiaire de la caisse des dépôts et consignations pour le compte de l'Etat sur des ressources du fonds de développement économique et social, du fonds de conversion de l'industrie ou du fonds national d'aménagement du territoire.

MM. Genestier et Trocmé ont les mêmes pouvoirs et pourront agir séparément.

Art. 2. — Les actes dressés en minute par ces deux fonctionnaires en vertu du présent arrêté seront conservés par la caisse des dépôts et consignations, qui est chargée d'en délivrer toutes grosses et expéditions.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

PIERRE PFLIMLIN.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Décret n° 57-1229 du 27 novembre 1957 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction des établissements d'enseignement supérieur.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, modifié par le décret n° 49-509 du 14 avril 1949, portant classement hiérarchique des grades et emplois de personnels civils et militaires de l'Etat et relèvement du régime général des retraites;

Vu le décret n° 49-675 du 16 mai 1949 portant fixation du régime d'indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction des établissements d'enseignement supérieur;

Vu le décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logement par les personnels civils de l'Etat dans les immeubles appartenant à l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque;

Vu le décret n° 54-261 du 6 mars 1954 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction des établissements d'enseignement supérieur;

Vu le décret n° 54-352 du 23 mars 1954 portant relèvement de l'indemnité pour charges administratives allouée au directeur du Conservatoire national des arts et métiers;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les taux de l'indemnité de charges administratives allouée par le décret du 6 mars 1954 susvisé aux doyens des facultés et aux directeurs et administrateurs des établissements relevant de la direction de l'enseignement supérieur ci-après énumérés sont fixés comme suit, à compter du 1er octobre 1956:

| | |
|---|---|
| Doyens des facultés de l'université de Paris.... | 240.000 F. |
| Doyens des facultés des universités des départements ..... | 200.000 |
| Administrateur du Collège de France..... | 240.000 |
| Directeur de l'école normale supérieure de la rue d'Ulm..... | 240.000 |
| Directeur du Muséum national d'histoire naturelle ..... | 240.000 |
| Présidents de section de l'école pratique des hautes études..... | 100.000 |
| Directeur de l'école nationale des chartes..... | 140.000 |
| Administrateur de l'école nationale des langues orientales vivantes..... | 200.000 |
| Sous-directeur de l'école normale supérieure de la rue d'Ulm..... | 120.000 |
| Secrétaire général de l'école normale supérieure de Saint-Cloud..... | 100.000 |
| Directeur de l'Observatoire de Paris..... | 100.000 |
| Secrétaire de section de l'école pratique des hautes études..... | 48.000 |

Art. 2. — Le montant de l'indemnité de charges administratives allouée au directeur du Conservatoire des arts et métiers par le décret du 23 mars 1954 susvisé est portée à 240.000 F par an.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957. FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,*
RENÉ BILLÈRES.

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,*
RAYMOND MARCELLIN.

---

**Décret n° 57-1230 du 27 novembre 1957 portant relèvement des indemnités susceptibles d'être allouées à certains personnels des universités et facultés chargés de fonctions accessoires de direction d'instituts rattachés aux facultés ou aux universités.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1955 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret du 22 juillet 1897 portant règlement d'administration publique sur le régime financier et la comptabilité des universités et des facultés;

Vu le décret n° 51-808 du 26 juin 1951 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils des établissements publics nationaux dans les immeubles appartenant à ces établissements ou détenus par eux à un titre quelconque;

Vu le décret n° 55-1628 du 7 décembre 1955 relatif aux indemnités susceptibles d'être allouées à certains personnels des universités et facultés chargés de fonctions accessoires de direction d'instituts rattachés aux facultés ou aux universités;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le taux moyen de l'indemnité forfaitaire annuelle spéciale instituée par le décret n° 55-1628 du 7 décembre 1955 susvisé en faveur des personnels enseignants des universités ou des facultés chargés de fonctions accessoires de direction d'une école nationale supérieure d'ingénieurs ou d'un institut rattaché à une université ou à une faculté est porté à 100.000 F.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1er octobre 1956 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,*
RENÉ BILLÈRES.

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,*
RAYMOND MARCELLIN.

---

**Décret n° 57-1231 du 27 novembre 1957 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan, du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 49-89 du 21 janvier 1949 portant fixation du régime d'indemnité de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale;

Vu le décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logement par les personnels civils de l'Etat dans des immeubles appartenant à l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque;

Vu le décret n° 52-1242 du 19 novembre 1952 portant fixation et relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale;

Vu le décret n° 54-260 du 6 mars 1954 modifiant le décret n° 52-1242 du 19 novembre 1952 portant fixation et relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale;

Vu le décret n° 55-904 du 5 juillet 1955 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées aux directeurs de centres d'apprentissage non annexés:

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les taux de l'indemnité de charges administratives allouée aux chefs des établissements d'enseignement du second degré, de l'enseignement du premier degré, de l'enseignement technique, de l'enseignement artistique et des établissements relevant de la jeunesse et des sports par l'article 1er du décret du 19 novembre 1952, modifié par le décret du 6 mars 1954, susvisés, sont fixés comme suit à compter du 1er octobre 1956:

| CLASSEMENT DES ETABLISSEMENTS | TAUX ANNUEL de l'indemnité. |
|---|---|
| | Francs. |
| 1re catégorie. — Etablissements comptant moins de 100 points | 29.000 |
| 2e catégorie. — Etablissements comptant de 101 à 300 points | 48.000 |
| 3e catégorie. — Etablissements comptant de 301 à 500 points | 72.000 |
| 4e catégorie. — Etablissements comptant de 501 à 800 points | 97.000 |
| 5e catégorie. — Etablissements comptant de 801 à 1.200 points | 130.000 |
| 6e catégorie. — Etablissements comptant de 1.201 à 1.700 points | 170.000 |
| 7e catégorie. — Etablissements comptant plus de 1.700 points | 200.000 |
| Hors catégorie. — Constituée uniquement par les six établissements les plus importants de l'enseignement du second degré et le centre national d'enseignement par correspondance | 227.000 |

Art. 2. — Les taux forfaitaires de l'indemnité de charges administratives allouée aux directeurs de centres d'apprentissage publics par le décret du 5 juillet 1955 susvisé sont fixés comme suit à compter du 1er octobre 1956:

| CLASSEMENT DES CENTRES d'apprentissage publics. | TAUX ANNUEL de l'indemnité. |
|---|---|
| | Francs. |
| 1re catégorie. — Etablissements comptant moins de 100 points | 12.000 |
| 2e catégorie. — Etablissements comptant de 101 à 300 points | 24.000 |
| 3e catégorie. — Etablissements comptant de 301 à 500 points | 35.000 |
| 4e catégorie. — Etablissements comptant de 501 à 800 points | 47.000 |
| 5e catégorie. — Etablissements comptant de 801 à 1.200 points | 59.000 |
| 6e catégorie. — Etablissements comptant de 1.201 à 1.700 points | 70.000 |
| 7e catégorie. — Etablissements comptant plus de 1.700 points | 82.000 |

Art. 3. — Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,*
RENÉ BILLÈRES.

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-RAYMOND GUYON.

*Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,*
RAYMOND MARCELLIN.

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

### Décret du 27 novembre 1957 portant délégation de signature.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu les décrets des 23 janvier 1947 et 13 février 1956 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 6 novembre 1957 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 57-1198 du 7 novembre 1957 relatif aux attributions du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre de la santé publique et de la population;

Vu le décret du 19 octobre 1951 nommant M. Jacques Doublet directeur général de la sécurité sociale;

Vu l'arrêté du 4 décembre 1945 nommant M. Netter directeur adjoint à l'administration centrale;

Vu le décret du 20 octobre 1954 nommant M. Belluteau directeur adjoint à l'administration centrale;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1947 fixant les attributions des directions de l'administration centrale du ministère du travail et de la sécurité sociale;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1957 portant délégation de signature à M. Jacques Doublet, conseiller d'Etat, directeur général de la sécurité sociale,

Décrète:

Art. 1er. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Doublet, M. Francis Netter, directeur adjoint, est autorisé à signer tous actes et décisions énumérés à l'article 1er de l'arrêté du 12 novembre 1957 portant délégation de signature à M. Jacques Doublet, conseiller d'Etat, directeur général de la sécurité sociale. La même autorisation est donnée à M. Belluteau, directeur adjoint, pour les attributions du service dont il a la charge. En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Doublet et de M. Netter, M. Belluteau a délégation pour l'ensemble des actes et décisions énumérés à l'article 1er de l'arrêté du 12 novembre 1957 susvisé.

Art. 2. — Le ministre du travail et de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1957.

FÉLIX GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
PAUL BACON.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

### Cabinet du ministre.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu le décret du 28 juillet 1948 modifié le 21 août 1951, portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret du 6 novembre 1957 portant nominations des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés au cabinet du ministre de la santé publique et de la population:

*Directeur du cabinet.*

M. Guy Nairay, gouverneur de la France d'outre-mer.

*Conseillers techniques.*

M. J. Mauberna, chef de service au ministère de la France d'outre-mer.

M. G. Elgozy, inspecteur général de l'économie nationale.

M. Diffre, administrateur en chef de la France d'outre-mer.

*Chef du secrétariat particulier.*

M. Albert Paraiso.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, prendra effet pour compter du 6 novembre 1957.

Fait à Paris, le 25 novembre 1957.

FÉLIX HOUPHOUET-BOIGNY.

**Délégation de signature.**

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu le décret du 23 janvier 1947, modifié par le décret du 13 février 1956, autorisant les ministres à déléguer leur signature par arrêté;

Vu le décret du 6 novembre 1957 portant nominations des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 25 novembre 1957 portant nomination des membres du cabinet du ministre de la santé publique et de la population,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente et générale de signature est accordée à M. Guy Nairay, gouverneur de la France d'outre-mer, à l'effet de signer, au nom du ministre de la santé publique et de la population, tous arrêtés, actes ou décisions, à l'exception des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1957.

FÉLIX HOUPHOUET-BOIGNY.

## MINISTERE DE L'ALGERIE

**Cabinet du secrétaire d'Etat.**

Le secrétaire d'Etat à l'Algérie,

Vu le décret du 28 juillet 1948, modifié par le décret du 21 août 1951, portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret du 18 novembre 1957 portant nomination de membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés au cabinet du secrétaire d'Etat à l'Algérie:

*Directeur du cabinet.*

M. Jacques Aubert, sous-préfet hors classe.

*Conseillers techniques.*

M. Michel Aurillac, auditeur au conseil d'Etat.

*Chargés de mission.*

M. Horace Mondot, administrateur civil au gouvernement général de l'Algérie.

M. Pierre Gibaud, administrateur des services civils de l'Algérie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 novembre 1957.

ABDELKADER BARAKROK.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

**Ordre du jour du jeudi 28 novembre 1957.**

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

Dépôt d'un projet de loi.

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 28 novembre 1957.**

N° 5916. — Proposition de loi de M. Guy Desson tendant à augmenter le nombre des films cinématographiques de court métrage susceptibles de recevoir un prix à la qualité (renvoyée à la commission de la presse).

N° 5917. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à assurer, en cas de naissances multiples, le versement des allocations prénatales pour chacun des enfants nés en même temps (renvoyée à la commission du travail).

N° 5920. — Rapport de Mme Francine Lefebvre, au nom de la commission du travail, sur la proposition de loi tendant à étendre aux rappelés en Algérie les dispositions de la loi du 18 juillet 1952 pour l'attribution de l'allocation de maternité.

N° 5951. — Rapport de M. Wasmer, au nom de la commission de la justice, sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, modifiant l'article 133 du code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression du faux-monnayage.

N° 5952. — Rapport de M. Wasmer, au nom de la commission de la justice, sur le projet de loi, adopté par le Conseil de la République, tendant à étendre aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion la loi du 2 avril 1912 relative à la plaidoirie.

N° 5958. — Proposition de loi de M. Dejean tendant à modifier l'article 3 *bis* de la loi du 1er septembre 1948 modifiée relative aux rapports entre bailleurs et locataires (renvoyée à la commission de la justice).

N° 5962 (1). — Proposition de loi de M. Privat tendant à indemniser un citoyen français, collaborateur de l'Etat, de la confiscation injustifiée de ses biens, industriels et privés, par l'administration coloniale (renvoyée à la commission des finances).

N° 5982. — Proposition de résolution de M. Gosnat tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la libre détermination du prix des journaux quotidiens par les entreprises de presse et l'instauration d'un « prix plancher » de vente au public (renvoyée à la commission de la presse).

N° 5991 (1). — Résolution transmise par M. le président du Conseil de la République demandant à l'Assemblée nationale une prolongation de trente jours du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen en première lecture d'une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer l'ouverture et la fermeture des établissements de commerce de détail durant la période des congés payés (renvoyée à la commission du travail).

N° 5994 (2). — Rapport de M. Jean-Paul David, au nom de la commission du suffrage universel, sur le projet de loi relatif aux élections aux assemblées territoriales, aux conseils généraux et aux conseils municipaux d'Algérie.

(1) Tirage restreint.

(2) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les députés le 27 novembre 1957.

**Convocation de commission.**

Additif à l'ordre du jour de la séance que tiendra la commission de l'intérieur le jeudi 28 novembre 1957, à dix heures (local de la commission n° 207):

1 *bis*. — Examen de l'urgence de la proposition de résolution (n° 5992) de M. Yves Péron (publication du rapport de la commission de sauvegarde). — Nomination d'un rapporteur. — Eventuellement, examen du rapport.

**Convocation de sous-commission.**

La sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955) se réunira le jeudi 28 novembre 1957, à onze heures (local de la commission des finances):

Constitution du bureau.

**Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour des commissions.**

(Application de l'article 16 du règlement.)

Le groupe des indépendants et paysans d'action sociale a désigné:

1° M. Dides pour remplacer, dans la commission de la défense nationale, M. Christiaens;

2° M. Legendre, pour remplacer, dans la commission des finances (en qualité de membre suppléant), M. Marcellin;

3° M. Thiriet pour remplacer, dans la commission de la production industrielle et de l'énergie, M. Marcellin.

Ces désignations seront soumises à la ratification de l'Assemblée au début de la première séance suivant le 27 novembre 1957.

**Réunions de commissions du jeudi 28 novembre 1957.**

Commission des affaires économiques, à dix heures. — Local n° 263.

Commission des affaires étrangères, à dix heures. — Local du 6e bureau.

Commission de l'agriculture, à neuf heures trente. — Local n° 232.

Commission de comptabilité, à dix heures. — Local n° 221.

Commission de la défense nationale, à quinze heures trente. — Local n° 213.

Commission des finances, à quinze heures trente. — Local de la commission.

Commission des finances (sous-commission d'étude des taxes parafiscales), à onze heures trente. — Local de la commission.

Commission des finances (sous-commission du tourisme et du thermalisme), à onze heures quarante-cinq. — Local de la commission des finances.

Commission de l'intérieur, à dix heures. — Local n° 207.

Commission des moyens de communication et du tourisme, à dix heures. — Local n° 211.

Commission des pensions, à dix heures. — Local n° 266.

Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, à dix heures. — Local n° 249.

Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte, à onze heures. — Local de la commission des finances.

Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale, à douze heures. — Local de la commission des finances

# CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

**Ordre du jour du jeudi 28 novembre 1957.**

**A seize heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux conditions d'application de la loi du 2 août 1954 aux biens de presse sinistrés et aux dommages de guerre y attachés. (Nos 607, session de 1956-1957, et 21, session de 1957-1958. — M. Vincent Delpuech, rapporteur de la commission de la presse, de la radio et du cinéma.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant amnistie de certaines infractions commises dans le territoire du Cameroun. (Nos 161, 196, session de 1956-1957, et 27, session de 1957-1958. — M. Lodéon, rapporteur de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, et n° 45, session de 1957-1958. — Avis de la commission de la France d'outre-mer. — M. Marius Moutet, rapporteur.)

**Documents mis en distribution le jeudi 28 novembre 1957.**

N° 25. — Rapport d'information de MM. Restat, Brégégère, Jean Doussot et Houdet (*au nom de la commission de l'agriculture*) à la suite de la mission effectuée par une délégation de la commission aux Pays-Bas.

N° 42. — Rapport de M. Trellu (*au nom de la commission de la marine*) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 15 de la loi du 4 décembre 1913 réorganisant le crédit maritime mutuel.

N° 43. — Proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relative à la limite d'âge des fonctionnaires ou employés civils et des magistrats de l'ordre judiciaire privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dite gouvernement de l'Etat français. (*Renvoyée à la commission de l'intérieur.*)

**Vérification de pouvoirs.**

Dans sa séance du mercredi 27 novembre 1957, le Conseil de la République a vérifié les pouvoirs de M. Jean Brajeux, sénateur de l'Eure.

**Réunions de commissions du jeudi 27 novembre 1957.**

Commission de la justice, local n° 202. — Neuf heures trente.

Commission des moyens de communication, local n° 201. — Dix heures.

Commission des pensions, local n° 215. — Dix heures quarante-cinq.

# INFORMATIONS

## RELATIVES

# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

**Ordre du jour du jeudi 28 novembre 1957.**

**A quinze heures trente.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de M. Fredet et des membres du groupe des républicains indépendants métropole outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires à l'organisation des journées médicales de Dakar. (Nos 401, session 1956-1957, et 17, session 1957-1958. — M. Fredet, rapporteur de la commission des affaires financières.)

2. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant règlement de l'emploi des étrangers à Madagascar et dépendances. (Nos 3, session de septembre 1957, et 21, session 1957-1958. — Mlle Le Ber, rapporteur de la commission des affaires sociales.)

3. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, donnant compétence aux conseils du contentieux administratif dans les territoires d'outre-mer pour juger les comptes des comptables des collectivités et établissements publics. (Nos 2, session de septembre 1957, et 29, session 1957-1958. — M. Antonini, rapporteur de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.)

4. — Discussion de la proposition de M. Raphaël-Leygues, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à maintenir pour 1958 une tranche navale; 2° à permettre l'incorporation d'un certain nombre d'hommes du contingent dans la marine nationale. (Nos 13 et 40, session 1957-1958. — M. Raphaël-Leygues, rapporteur de la commission de la défense de l'Union française.)

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 28 novembre 1957.**

N° 36. — Proposition de M. Georges Monnet tendant à demander au Gouvernement de mettre à la disposition des pays et des territoires d'outre-mer les crédits nécessaires pour mener à bien une politique effective d'assistance technique rurale (renvoyée à la commission des affaires financières).

N° 49. — Rapport par M. Bernier, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition (n° 37, session 1957-1958) de MM. Bernier, Duval et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à fixer les conditions d'application et les modalités d'adaptation de l'article 31 *xa* du code du travail dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, en vue de garantir aux travailleurs salariés de ces départements le versement du salaire minimum interprofessionnel auquel ils ont droit.

N° 50 (1). — Rapport de M. Hazoumé, au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, sur la proposition (n° 11, session 1957-1958) de M. Amadou Ba et des membres du groupe du rassemblement démocratique africain, demandant au Gouvernement d'étendre aux étudiants des territoires d'outre-mer les dispositions du décret du 1er mars 1957 prolongeant jusqu'à vingt-six ans l'âge limite des citoyens français musulmans d'Algérie pour concourir en vue de leur admission à l'école polytechnique.

NOTA. — (1) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le lundi 25 novembre 1957.

***Erratum***

à la liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le 26 novembre 1957.

N° 14. — Proposition de M. Georges Monnet, au lieu de: « (renvoyée à la commission de l'agriculture) », lire: « (renvoyée à la commission des affaires financières) ».

MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

# LOTERIE NATIONALE

Le tirage de la quarante-quatrième tranche de la loterie nationale 1957 a eu lieu à Paris (salle Pleyel) le 27 novembre 1957, à vingt heures trente.

**Dans tous les groupes,**

les billets dont le numéro se termine par :

| | | |
|---|---|---|
| 1 | gagnent | 2.000 F. |
| 7 | — | 2.000 F. |
| 01 | — | 4.000 F. |
| 10 | — | 4.000 F. |
| 21 | — | 4.000 F. |
| 14 | — | 4.000 F. |
| 05 | — | 4.000 F. |
| 464 | — | 20.000 F. |
| 409 | — | 20.000 F. |
| 140 | — | 20.000 F. |
| 989 | — | 20.000 F. |
| 5.564 | — | 50.000 F. |
| 1.432 | — | 50.000 F. |
| 6.651 | — | 50.000 F. |
| 5.649 | — | 50.000 F. |
| 5.429 | — | 50.000 F. |
| 6.712 | — | 50.000 F. |
| 3.750 | — | 100.000 F. |
| 1.573 | — | 100.000 F. |
| 0.590 | — | 100.000 F. |
| 4.278 | — | 100.000 F. |

**Dans tous les groupes,**

les billets portant le numéro :

| | | |
|---|---|---|
| 66.094 | gagnent | 200.000 F. |
| 31.095 | — | 200.000 F. |
| 24.619 | — | 200.000 F. |
| 01.985 | — | 200.000 F. |
| 68.231 | — | 200.000 F. |
| 89.959 | — | 200.000 F. |
| 42.590 | — | 200.000 F. |
| 52.476 | — | 200.000 F. |
| 83.858 | — | 200.000 F. |
| 15.148 | — | 200.000 F. |
| 30.813 | — | 200.000 F. |
| 18.733 | — | 200.000 F. |
| 09.385 | — | 200.000 F. |
| 49.749 | — | 200.000 F. |
| 15.314 | — | 200.000 F. |
| 42.412 | — | 300.000 F. |
| 46.342 | — | 300.000 F. |
| 28.573 | — | 300.000 F. |
| 18.324 | — | 300.000 F. |
| 46.056 | — | 300.000 F. |
| 06.363 | — | 600.000 F. |
| 96.436 | — | 600.000 F. |
| 44.526 | — | 600.000 F. |
| 19.437 | — | 600.000 F. |
| 71.106 | — | 600 000 F. |
| 51.328 | — | 1.000.000 F. |
| 51.727 | — | 1.000.000 F. |
| 28.025 | — | 1.000.000 F. |
| 34.717 | — | 1.000.000 F. |
| 43.376 | — | 1.000.000 F. |

Le billet portant le numéro :

61.707 gagne 5.000.000 F dans le groupe **4** et 500.000 F dans les groupes **1, 2, 3, 5, 6.**
92.342 gagne 10.000.000 F dans le groupe **1** et 1.000.000 F dans les groupes **2, 3, 4, 5, 6.**
60.274 gagne 15.000.000 F dans le groupe **5** et 1.500.000 F dans les groupes **1, 2, 3, 4, 6.**
01.427 gagne 40.000.000 F dans le groupe **4** et 4.000.000 F dans les groupes **1, 2, 3, 5, 6.**

Le prochain tirage aura lieu le mercredi 4 décembre 1957 à Versailles (Seine-et-Oise).

## MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

# SITUATION DU TRESOR

## Opérations effectuées entre le 1er Janvier et le 31 Août 1957.

La situation résumée des opérations du Trésor (pages 10964 à 10968) présente les recettes et les dépenses effectuées par les comptables et centralisées mensuellement dans l'ordre de la nomenclature générale des comptes. Le tableau sommaire qui la précède (pages 10962 et 10963) groupe les mêmes résultats, mais suivant un plan différent qui tend à faire apparaître les charges et les ressources effectives du Trésor.

Les annotations placées au bas des pages 10962 et 10963 permettent de passer d'un document à l'autre en indiquant par chaque rubrique du tableau des lignes correspondantes de la situation.

En ce qui concerne les opérations effectuées à l'étranger et dans les territoires d'outre-mer, les chiffres pris en considération sont ceux des derniers documents parvenus.

### TABLEAU SOMMAIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (En milliards.)

| | OPÉRATIONS du 1er janvier au 31 août 1957. | | OPÉRATIONS du mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|
| | Charges | Ressources | Charges | Ressources |
| **I. — BUDGET ET INVESTISSEMENTS** | | | | |
| **A. — Budget de 1956** (opérations complémentaires). | | | | |
| *Dépenses* (1) | 269 | » | » | » |
| *Recettes* (2) | » | 125 | » | » |
| **B. — Budget de 1957.** | | | | |
| *Dépenses:* | | | | |
| Fonctionnement des services civils (titres I à IV) (3) | 1.498 | » | 185 | » |
| Dépenses militaires (titres III, IV et V) (4) | 900 | » | 132 | » |
| Dépenses en capital: | | | | |
| — Investissements civils exécutés par l'Etat; subventions et participations (titres V et VI A) (5) | 185 | » | 21 | » |
| — Prêts et avances (titre VI B) (6) | 16 | » | » | » |
| — Réparation de dommages de guerre (titre VII) (7) | 148 | » | 10 | » |
| *Recettes:* | | | | |
| Recettes fiscales (8) | » | 2.317 | » | 240 |
| Autres recettes budgétaires (9) | » | 183 | » | 13 |
| Aide américaine (10) | » | 5 | » | » |
| Fonds de concours (ordinaires et internationaux) (11) | » | 60 | » | 7 |
| *Opérations sur ressources affectées* (titre VIII) (12) | 75 | 75 | 11 | 12 |
| *Fonds de développement économique et social.* (Compte spécial du Trésor.) | | | | |
| Dépenses du fonds (13) | 243 | » | 50 | » |
| Recettes du fonds (14) | » | 14 | » | » |
| Totaux I (à reporter) | 3.334 | 2.779 | 409 | 272 |
| Excédents des charges ou des ressources (I I) | 555 | » | 137 | » |
| *A reporter* | 3.334 | 2.779 | 409 | 272 |

(1) Lignes 8, 9 et 10. — (2) Lignes 6 et 7. — (3) Lignes 31 et 33. — (4) Lignes 35 à 38. — (5) Lignes 32, 32 *bis* et 34 (sauf 32 *bis*). — (6) Ligne 39. — (7) Lignes 40 à 44, ligne 68, ligne 173 *bis*, recettes de la ligne n° 371. — (8) Lignes 11 à 19. — (9) Lignes 24 à 26 *bis* (sauf 26 *bis*). — (10) Ligne 27. — (11) Lignes 28 et 29. — (12) Dépenses: lignes nos 45 et 46; recettes: ligne n° 30. — (13) Dépenses de la ligne n° 71. — (14) Recettes de la ligne n° 71, solde des lignes 63 et 131.

| | OPÉRATIONS du 1er janvier au 31 août 1957. | | OPÉRATIONS du mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|
| | Charges | Ressources | Charges | Ressources. |
| *Report des totaux* (§ I) | 3.334 | 2.779 | 409 | 272 |
| **II. — COMPTES SPECIAUX** | | | | |
| (A l'exception du fonds de développement économique et social.) | | | | |
| Comptes spéciaux du Trésor (1) | 23 | » | 3 | » |
| Avances du Trésor, prêts et consolidations d'avances en prêts (2) | 99 | » | » | 10 |
| Totaux II | 122 | » | 3 | 10 |
| Excédent des charges ou des ressources (§ II) | 122 | » | » | 7 |
| **Excédent des charges ou des ressources** (§ I + II) | 677 | » | 130 | » |
| **III. — OPERATIONS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR** | | | | |
| Opérations des services de l'Etat dotés d'un budget annexe (3) | » | 69 | 12 | » |
| Opérations des établissements publics et semi-publics (4) | » | 234 | » | 81 |
| Opérations des collectivités administratives (5) | 40 | » | » | 23 |
| Opérations des autres correspondants (6) | 52 | » | 29 | » |
| Totaux III | 92 | 303 | 41 | 104 |
| Excédent des charges ou des ressources (§ III) | » | 211 | » | 63 |
| **IV. — EMPRUNTS ET MOYENS DE TRESORERIE** | | | | |
| A. — *Emprunts:* | | | | |
| Emissions d'emprunts intérieurs à long et moyen terme (7) | » | 84 | 45 | » |
| Bons du Trésor (9) | » | 12 | » | 32 |
| Avances de la Banque de France (10) | » | 343 | » | 22 |
| Diverses opérations relatives aux emprunts (11). — *a*) Echéances d'emprunts | 100 | » | » | 131 |
| Diverses opérations relatives aux emprunts (11). — *b*) Ressources affectées aux amortissements par la caisse d'amortissement, le budget et divers comptes spéciaux du Trésor | » | 85 | » | » |
| Diverses opérations relatives aux emprunts (11). — *c*) Divers | » | 58 | 63 | » |
| B. — *Relations avec les instituts d'émission d'outre-mer* (12) | » | 1 | » | 1 |
| C. — *Variation des encaisses, chevauchements et fonds en route* (13) | 17 | » | 11 | » |
| Totaux IV | 117 | 583 | 119 | 186 |
| Excédent des charges ou des ressources (§ IV) | » | 466 | » | 67 |
| **Excédent des charges ou des ressources** (§ III + IV) | » | 677 | » | 130 |
| Totaux généraux | 3.665 | 3.665 | 572 | 572 |

(1) Lignes 50 à 62, 64 à 67, 69 et 70, 72, 80 à 112. — (2) Lignes 120 à 130, 132 et 133. — (3) Lignes 151 à 163. — (4) Lignes 171 à 190 (sauf 173 *bis*, 176 *bis* et 180). — (5) Lignes 191 à 197. — (6) Lignes 201 à 225 (sauf 219, 220, 221 et 222). — (7) Recettes des lignes 300 à 379 (sauf 315, 350 et 371). — (9) Lignes 380 à 384, 508, 510, 534 et 535. — (10) Lignes 396 à 410. — (11) *a*) Dépenses des lignes 300 à 310, solde de la ligne 315, dépenses des lignes 320 à 379, dépenses de la ligne 415 à 424 et 440 à 454; *b*) Lignes 615, 620, 625; *c*) Solde des lignes 426 et 427, 500 à 532, 540 à 591, 600, 630 à 640. — (12) Voir tableau annexe I. — (13) Les deux dernières lignes du cadre II, lignes 1 à 2 *quinquies*, lignes 4 et 5.

# SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS DU TRESOR

## I. — SITUATION D'ENSEMBLE

| | Millions de francs. |
|---|---|
| Au 1er janvier 1957, les encaisses (1) du Trésor s'élevaient à | 123.565 |
| Pendant les huit premiers mois de l'année, les recettes ont atteint | 31.282.417 |
| Soit un total de | 31.405.982 |
| Les dépenses ont atteint | 31.268.014 |
| Par suite, au 31 août 1957, les encaisses du Trésor s'élevaient à | 137.968 |

(1) Le détail des « encaisses » est indiqué au § III.

## II. — RESUME GENERAL DES RECETTES ET DES DEPENSES

| | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | Millions de francs. | | | |
| *Budget.* | Budget 1956 (opérations complémentaires) | 268.620 | 124.934 | » | » |
| | Budget 1957 | 3.525.264 | 3.290.070 | 368.174 | 272.343 |
| *Comptes spéciaux* | Opérations des comptes spéciaux du Trésor | 680.355 | 608.891 | 115.212 | 105.414 |
| | Avances du Trésor, prêts et consolidations d'avances en prêts | 377.968 | 97.959 | 70.548 | 37.484 |
| *Correspondants du Trésor.* | Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe | 2.172.017 | 2.241.111 | 280.375 | 268.779 |
| | Opérations des établissements publics et des établissements semi-publics | 13.177.905 | 13.407.366 | 1.634.037 | 1.714.970 |
| | Opérations des collectivités administratives | 6.179.646 | 6.139.642 | 801.373 | 824.202 |
| | Opérations des autres correspondants | 2.126.322 | 2.076.597 | 255.949 | 230.448 |
| *Opérations affectant la dette de l'Etat.* | A. — Mouvements de la dette non échue | 1.767.180 | 2.156.368 | 157.959 | 240.187 |
| | B. — Opérations sur emprunts échus | 958.513 | 1.051.831 | 100.067 | 101.646 |
| | C. — Opérations constatées en atténuation des ressources ou des charges de la dette de l'Etat | 28.520 | 86.370 | 8 | 201 |
| Fonds en route (Banque de France) | | 5.704 | » | 5.704 | (—) 11.944 |
| Chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente | | » | 1.278 | » | (—) 927 |
| Total | | 31.268.014 | 31.282.417 | 3.789.406 | 3.782.803 |

## III. — DECOMPOSITION DES ENCAISSES

| NUMÉRO d'ordre. | | AU 1er janvier 1957. | AU 31 juillet 1957. | AU 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|
| | | Millions de francs. | | |
| 1 | Numéraire conservé par les comptables | 23.140 | 28.202 | 31.237 |
| 2 | Compte courant du Trésor à la Banque de France | (—) 4.457 | 13 | 17 |
| 2 bis | Fonds placés au Crédit national et réservés pour les emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine | 169 | 168 | 168 |
| 2 ter | Fonds déposés à la caisse des dépôts et consignations et affectés à des emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine | 3.224 | 3.224 | 3.224 |
| 2 quinquies | Fonds déposés à la Banque de France. Exécution de la convention franco-belge du 25 juin 1952 | 1.000 | » | » |
| 3 | Compte courant du Trésor à la Banque de l'Algérie et de Tunisie | 20 | 1.929 | 2.772 |
| 3 bis | Compte courant du Trésor dans les instituts d'émission des territoires d'outre-mer | 3.038 | 4.533 | 1.841 |
| 3 ter | Compte courant du Trésor aux instituts d'émission (Cambodge, Laos, Viet-Nam) | 88 | 113 | 129 |
| 4 | Devises et francs à l'étranger | 30.011 | 25.820 | 27.571 |
| 5 | Traites et valeurs mobilisables | 67.332 | 83.569 | 71.009 |
| | Total | 123.565 | 144.571 | 137.968 |

## IV. — OPERATIONS BUDGETAIRES

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Dépenses. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Recettes. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. Dépenses. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. Recettes. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Millions de francs. | | | |
| | **A. — OPERATIONS COMPLEMENTAIRES DU BUDGET DE 1956** | | | | |
| 6 | Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Recettes pour lesquelles des crédits à l'enlèvement ont été accordés par l'administration des douanes en gestion 1956 | » | 25.079 | » | » |
| 7 | Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Autres recettes | » | 99.855 | » | » |
| 8 | Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Dépenses. — Civiles | (1) 165.205 | » | » | » |
| 9 | Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Dépenses. — Militaires | (2) 86.398 | » | » | » |
| 10 | Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente en gestion 1956. — Dépenses. — Effectuées sur ressources affectées | 17.017 | » | » | » |
| | Total des opérations relatives à la gestion précédente | 268.620 | 124.934 | » | » |
| | **B. — BUDGET DE 1957** | | | | |
| | **Recettes fiscales.** | | | | |
| 11 | Contributions directes | » | 850.392 | » | 49.088 |
| 12 | Enregistrement | » | 154.184 | » | 15.876 |
| 13 | Impôt de solidarité nationale | » | 407 | » | 37 |
| 14 | Douanes | » | (3) 274.127 | » | 45.793 |
| 15 | Contributions indirectes | » | 46.380 | » | 6.072 |
| 16 | Taxes sur les transports de marchandises | » | 14.110 | » | 2.152 |
| 17 | Taxes sur la valeur ajoutée et sur les prestations de service | » | 868.902 | » | 111.893 |
| 18 | Taxes uniques | » | 48.615 | » | 6.190 |
| 19 | Recettes imputées à des comptes d'attente | » | 60.378 | » | 2.920 |
| | Total des recettes fiscales | » | 2.317.495 | » | 240.021 |
| | **Autres recettes budgétaires.** | | | | |
| 24 | Monopoles, exploitations industrielles et revenus du domaine de l'Etat | » | 31.940 | » | 2.779 |
| 25 | Produits divers | » | 93.484 | » | 7.625 |
| 26 | Ressources exceptionnelles en contrepartie des dépenses de reconstruction et d'équipement | » | 57.352 | » | 2.098 |
| 26 bis | Ressources exceptionnelles (opération exceptionnelle) (4) | » | 650.000 | » | » |
| 27 | Ressources exceptionnelles, coopération internationale | » | 4.715 | » | » |
| 28 | Fonds de concours, ordinaires et spéciaux | » | 43.245 | » | 6.898 |
| 29 | Fonds de concours, coopération internationale | » | 16.511 | » | 289 |
| 30 | Ressources affectées à diverses dépenses (titre VIII) | » | 75.328 | » | 12.633 |
| | Total des recettes du budget 1957 | » | 3.296.070 | » | 272.343 |

(1) Y compris une somme de 2.173 millions de dépenses diverses du budget de l'année 1956, régularisées en gestion 1957.

(2) Déduction faite d'une somme de 5.997 millions provenant d'imputation aux comptes définitifs des dépenses du budget de 1957.

(3) Déduction faite d'une somme de 38.494 millions représentant les crédits du droit à l'enlèvement accordés par l'administration des douanes.

(4) Cette somme représente la contre-partie du versement de la dotation en capital à des entreprises nationales (voir ligne n° 32 *bis*).

## IV. — OPERATIONS BUDGETAIRES (*Suite et fin.*)

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Dépenses. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Recettes. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. Dépenses. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. Recettes. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Millions de francs. | | | |
| | **Dépenses.** | | | | |
| | a) *Services de l'Etat.* | | | | |
| 31 | Fonctionnement des services civils (titres I à IV) | (1) 1.420.470 | » | 184.551 | » |
| 32 | Investissements civils exécutés par l'Etat, subventions et participations (titres V et VI *a*) | (2) 185.295 | » | 21.583 | » |
| 32 *bis* | Investissements financiers exécutés par l'Etat (opération exceptionnelle) (11) | (2) 650.000 | » | » | » |
| 33 | Dépenses civiles imputées à des comptes d'attente — Dépenses de fonctionnement | (7) 77.188 | » | 409 | » |
| 34 | Dépenses civiles imputées à des comptes d'attente — Dépenses d'investissements | » | » | (10) (—) 77 | » |
| | Total des dépenses civiles | 2.332.953 | » | 206.466 | » |
| 35 | Fonctionnement des services militaires (titres III et IV) | (3) 532.328 | » | 91.886 | » |
| 36 | Investissements militaires exécutés par l'Etat (titre V) | (4) 348.014 | » | 41.557 | » |
| 37 | Dépenses militaires imputées à des comptes d'attente — Dépenses de fonctionnement | (8) 16.750 | » | (10) (—) 1.390 | » |
| 38 | Dépenses militaires imputées à des comptes d'attente — Dépenses d'investissements | (9) 3.332 | » | (10) (—) 80 | » |
| | Total des dépenses militaires | 900.424 | » | 131.973 | » |
| | b) *Réparations des dommages de guerre et investissements.* | | | | |
| | Dépenses en capital : | | | | |
| 39 | Effectuées avec le concours de l'Etat. Prêts et avances (titre VI *b*) | 16.211 | » | 87 | » |
| 40 | Versements à la caisse autonome de la reconstruction (titre VII) | 162.087 | » | 18.727 | » |
| 41 | Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane (titre VII) | 1.919 | » | » | » |
| 42 | Reconstitution du réseau de la Société nationale des chemins de fer français (titre VII) | 4.350 | » | » | » |
| 43 | Mobilisation des titres à 3, 6, 9 ans émis par la C. A. R. E. C. (titre VII) | 32.755 | » | » | » |
| 44 | Dépenses imputées à des comptes d'attente | » | » | » | » |
| | Total | (5) 217.325 | » | 18.814 | » |
| 45 | Dépenses effectuées sur ressources affectées (titre VIII) | (6) 74.562 | » | 10.921 | » |
| 46 | Dépenses imputées à des comptes d'attente | » | » | » | » |
| | Total des dépenses effectuées sur ressources affectées | 74.562 | » | 10.921 | » |
| | Total des dépenses du budget de 1957 | 3.525.264 | » | 368.174 | » |
| | RECAPITULATION | | | | |
| | Opérations relatives à la gestion précédente | 268.620 | 124.934 | » | » |
| | Recettes du budget de 1957 | » | 3.290.070 | » | 272.343 |
| | Dépenses du budget de 1957 | 3.525.264 | » | 368.174 | » |
| | Total général des opérations budgétaires exécutées dans l'année 1957 | 3.793.884 | 3.415.004 | 368.174 | 272.343 |
| | Dont, en devises et francs, à l'étranger | 40.691 | 2.093 | 3.398 | 397 |

(1) (2) (3) (4) (5) (6) :

| NATURE DES DÉPENSES | NUMEROS des lignes | IMPUTATION définitive des dépenses. | PAYEMENTS effectués en gestion 1956. | PAYEMENTS effectués du 1er janvier au 31 août 1957. | PAYEMENTS effectués en septembre 1957. |
|---|---|---|---|---|---|
| Fonctionnement des services civils | 31 | 1.427.315 | 5.038 | 1.420.470 | 1.807 |
| Investissements civils | 32 et 32 *bis* | 837.863 | » | 835.295 | 2.568 |
| Fonctionnement des services militaires | 35 | 611.158 | 75.602 | 532.328 | 3.228 |
| Investissements militaires | 36 | 350.343 | » | 348.014 | 2.329 |
| Réparations de dommages de guerre et investissements | 39 à 44 | 217.325 | » | 217.325 | » |
| Dépenses sur ressources affectées | 45 | 77.019 | » | 74.562 | 2.457 |

(7) Déduction faite d'une somme de 1.547 millions
(8) Déduction faite d'une somme de 4.909 millions
(9) Déduction faite d'une somme de 697 millions
} provenant des dépenses des ministères à annuler par suite de reversements de fonds.

(10) Déduction provenant d'imputation aux comptes définitifs de dépenses.

(11) Cette somme représente le versement de la dotation en capital à des entreprises nationales en vertu de l'arrêté ministériel en date du 3 avril 1957.

## V. — OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | Millions de francs. | | | |
| | **A. — COMPTES DE COMMERCE** | | | | |
| 50 | Subsistances militaires | 26.581 | 26.317 | 2.256 | 2.508 |
| 52 | Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat | 8.055 | 1.400 | 12 | 63 |
| 53 | Réception et vente de marchandises de l'aide américaine | 12.277 | 9.295 | 139 | 504 |
| 54 | Fabrication d'armement et de certains matériels aéronautiques | 110.959 | 89.202 | 11.464 | 10.418 |
| 55 | Fonds de garantie mutuelle et d'orientation de la production agricole | 8.727 | 2.687 | 390 | » |
| 56 | Fonds national d'aménagement du territoire | 3.122 | 909 | 376 | 9 |
| 57 | Opérations de compensation sur denrées et produits divers | 9.792 | 5.170 | 611 | 618 |
| 60 | Opérations diverses | 8.527 | 9.415 | 1.477 | 1.423 |
| | Total du paragraphe A | 188.040 | 144.395 | 16.725 | 15.543 |
| | **B. — COMPTES FINANCIERS D'AFFECTATION SPECIALE** | | | | |
| 61 | Loterie nationale (exercice précédent et courant) | 32.028 | 34.793 | 2.747 | 3.999 |
| 62 | Fonds national pour le développement des adductions d'eau | » | 2.266 | » | 360 |
| 63 | Ressources affectées au fonds de développement économique et social | 2.319 | 14.614 | 2 | 42 |
| 64 | Fonds forestier national | 2.481 | 3.157 | 301 | 434 |
| 66 | Réception des équipements et matériels du plan d'assistance militaire | 44.981 | 44.981 | 26.220 | 26.220 |
| 67 | Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire | 42.000 | 42.903 | 5.753 | 6.000 |
| 68 | Opérations de reconstruction effectuées pour le compte de la caisse autonome de la reconstruction | 15.807 | 15.807 | 1.987 | 1.987 |
| 69 | Allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement du premier degré | 20.615 | 18.412 | 2.502 | 2.399 |
| 70 | Dépenses diverses en contrepartie de l'aide américaine | 980 | 114 | » | 44 |
| 71 | Fonds de développement économique et social | (1) 243.366 | 182.748 | 50.027 | 43.078 |
| 72 | Fonds commun de la recherche scientifique et technique d'outre-mer | 1.518 | 1.977 | » | 406 |
| 80 | Opérations diverses | 307 | 832 | 64 | 29 |
| | Total du paragraphe B | 406.402 | 362.604 | 89.603 | 84.998 |
| | **C. — COMPTES D'OPERATIONS AVEC DES PAYS ETRANGERS OU EFFECTUEES DANS LES PAYS ETRANGERS** | | | | |
| 81 | Aide consentie par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique | 11.684 | 11.684 | 128 | 129 |
| 82 | Emploi des fonds de l'aide américaine par le Gouvernement des Etats-Unis | 2.643 | 2.642 | » | » |
| 83 | Contribution des nations signataires du pacte Atlantique au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire | 42.300 | 43.668 | 6.000 | 1.250 |
| 84 | Fonds déposés au Trésor par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers | 1.692 | 36 | » | » |
| 85 | Comptes d'opérations effectuées dans les pays étrangers | 21.601 | 29.765 | 1.769 | 1.824 |
| 86 | Comptes d'exécution de divers accords financiers avec des gouvernements étrangers | 1.903 | 1.726 | 295 | 166 |
| 89 | Application de la convention économique franco-sarroise du 20 mai 1953 | » | » | » | » |
| 95 | Opérations diverses | 205 | » | 23 | » |
| | Total du paragraphe C | 82.028 | 89.521 | 8.215 | 3.369 |
| | *A reporter* | 676.470 | 596.520 | 114.543 | 103.910 |

(1) Dont 88.535 millions de prêts aux habitations à loyer modéré.

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Dépenses. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Recettes. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. Dépenses. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. Recettes. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Millions de francs. | | | |
| | *Report* | 676.470 | 596.520 | 114.543 | 103.910 |
| | **D. — OPERATIONS MONETAIRES** | | | | |
| 100 | Pertes et bénéfices de change | 747 | 5.726 | 265 | 114 |
| 101 | Emission de billets du Trésor libellés en francs Djibouti | 1.870 | 1.840 | 216 | 266 |
| 102 | Compte d'opérations monétaires et de règlement avec l'institut d'émission du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam | » | 1.015 | » | 1.015 |
| 105 | Opérations diverses | 717 | 2.220 | 150 | 23 |
| | Total du paragraphe D | 3.334 | 10.801 | 631 | 1.418 |
| | **E. — COMPTES EN LIQUIDATION** | | | | |
| 106 | Réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne | 34 | 438 | » | 2 |
| 107 | Liquidation des organismes professionnels | » | 519 | » | » |
| 108 | Comptes d'opérations effectuées dans les pays étrangers | 443 | 605 | 36 | 79 |
| 109 | Opérations consécutives à l'introduction du franc en Sarre | 74 | 8 | 2 | 5 |
| 110 | Opérations diverses | » | » | » | » |
| | Total du paragraphe E | 551 | 1.570 | 38 | 86 |
| | **F. — APUREMENTS COMPTABLES** (pour ordre). | | | | |
| 111 | Apurement d'opérations anciennes à caractère budgétaire | » | » | » | » |
| 112 | Apurement d'opérations anciennes d'origines diverses | » | » | » | » |
| | Total du paragraphe F | » | » | » | » |
| | Total général de A à F | 680.355 | 608.891 | 115.212 | 105.414 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | 27.735 | 32.665 | 2.807 | 2.202 |
| | **G. — AVANCES DU TRESOR PRETS ET CONSOLIDATIONS D'AVANCES EN PRETS** | | | | |
| | a) *Avances du Trésor.* | | | | |
| 120 | Aux budgets annexes | 8.883 | 7.696 | » | » |
| 121 | Aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat | » | » | » | » |
| 122 | A des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte. | » | » | » | » |
| 123 | A la Société nationale des chemins de fer français | 232 | (1) 1.554 | » | » |
| 124 | Aux départements, communes, établissements et divers organismes sur le produit des impositions leur revenant | 161.981 | 76.531 | 22.381 | 33.539 |
| 125 | Aux collectivités métropolitaines | 4.755 | (2) 1.187 | 4.001 | 389 |
| 126 | Aux territoires et services d'outre-mer | 7.688 | (3) 7.615 | 168 | 3.487 |
| 127 | A des entreprises industrielles ou commerciales | » | 8 | » | » |
| 128 | A divers organismes, services privés ou particuliers | 933 | 845 | 158 | 56 |
| 129 | A des gouvernements ou services étrangers ou à des organismes internationaux. | » | » | » | » |
| 130 | A divers organismes de caractère social | 5.500 | » | » | » |
| | Total des avances | 189.972 | 95.436 | 26.708 | 37.471 |
| | b) *Prêts.* | | | | |
| 131 | Investissements économiques | 180.650 | » | 43.078 | » |
| 132 | Investissements financiers | 4.930 | » | » | » |
| | Total des prêts | 185.580 | » | 43.078 | » |
| 133 | c) *Avances du Trésor consolidées* | 2.416 | 2.523 | 762 | 13 |
| | Total du paragraphe G | 377.968 | 97.959 | 70.548 | 37.484 |
| | Dont en devises et francs à l'étranger | » | » | » | » |

(1) Avances consolidées
(2) Dont 488 millions d'avances consolidées
(3) Dont 374 millions d'avances consolidées
} (cf. au montant des dépenses de la ligne n° 133).

## VI. — OPERATIONS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | Millions de francs. | | | |
| | **A. — OPERATIONS DES SERVICES D'ETAT DOTES D'UN BUDGET ANNEXE (1)** | | | | |
| 151 | Postes, télégraphes et téléphones (cf. p. 10973) | 1.982.497 | 2.043.271 | 261.733 | 235.737 |
| 152 | Caisse nationale d'épargne | 19.439 | 21.034 | 782 | 1.823 |
| 153 | Service des poudres et des essences | 59.860 | 76.974 | 6.017 | 19.279 |
| 155 | Radiodiffusion-télévision française | 13 693 | 14.551 | 1.835 | 1.846 |
| 156 | Prestations familiales agricoles | 80.257 | 78.990 | 9.614 | 9.639 |
| 158 | Monnaies et médailles | 13.173 | 2.797 | 12 | 189 |
| 159 | Imprimerie nationale | 2.365 | 2.783 | 248 | 184 |
| 162 | Légion d'honneur | 722 | 698 | 133 | 82 |
| 163 | Ordre de la Libération | 11 | 13 | 1 | 5 |
| | Total | 2.172.017 | 2.241.111 | 280.375 | 268.779 |
| | Dont, en devises et francs à l'étranger | 3.649 | 19 | 132 | 1 |
| | **B. — OPERATIONS DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET DES ETABLISSEMENTS SEMI-PUBLICS (2)** | | | | |
| 171 | Caisse des dépôts et consignations | 10.649.969 | 10.889.963 | 1.452.290 | 1.495.229 |
| 172 | Caisse autonome d'amortissement | 147.091 | 134.031 | 1.308 | 18.012 |
| 173 | Crédit national | 306.131 | 318.717 | 28.085 | 26.729 |
| 173 bis | Crédit national (caisse autonome de la reconstruction) | 168.544 | 162.120 | 18.121 | 18.728 |
| 174 | Office des changes | 1.063 | 38 | 1 | 1 |
| 175 | Société nationale des chemins de fer français | 378.615 | 361.818 | 39.011 | 49.035 |
| 176 | Caisse centrale de la France d'outre-mer | 75.783 | 80.682 | 11.690 | 2.184 |
| 176 bis | Caisse centrale de la France d'outre-mer (comptes d'opérations) | 40.282 | 42.325 | 5.643 | 5.821 |
| 177 | Service des alcools | 18.685 | 20.929 | 343 | 2.310 |
| 178 | Caisse nationale de crédit agricole | 238.584 | 243.913 | 22.922 | 27.909 |
| 179 | Fonds d'approvisionnement des postes, télégraphes et téléphones | 7.414 | 7.038 | 1.015 | » |
| 180 | Instituts d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo, de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun (comptes d'opérations) | 93.362 | 92.913 | 11.171 | 10.277 |
| 181 | Caisse des invalides de la marine | 11.950 | 12.589 | 2.650 | 150 |
| 182 | Office national interprofessionnel des céréales | 37.214 | 38.324 | 3.607 | 1.020 |
| 183 | Dotation des plans de développement économique et social des territoires d'outre-mer | 4.744 | 4.881 | 462 | 399 |
| 190 | Divers établissements nationaux | 998.474 | 997.085 | 35.718 | 57.166 |
| | Total | 13.177.905 | 13.407.366 | 1.634.037 | 1.714.970 |
| | Dont, en devises et francs à l'étranger | 1.875 | 3 | 81 | » |

(1) Les résultats inscrits dans les colonnes dépenses et recettes des « Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe » décrivent les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie des budgets annexes et non pas les opérations des budgets annexes eux-mêmes.

(2) Les comptables des établissements publics et des établissements semi-publics ont été considérés comme des comptables indépendants. Par suite, les chiffres inscrits dans les colonnes dépenses et recettes décrivent les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie des offices et non pas les opérations budgétaires des offices eux-mêmes.

| NUMÉRO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | Millions de francs. | | | |
| | **C. — OPERATIONS DES COLLECTIVITES ADMINISTRATIVES** | | | | |
| 191 | Départements | 277.689 | 282.895 | 37.076 | 40.980 |
| 192 | Communes et établissements locaux | 1.111.452 | 1.107.845 | 125.672 | 144.797 |
| 193 | Etablissements régionaux | 19.383 | 17.887 | 1.725 | 1.651 |
| 194 | Territoires d'Afrique du Nord | 3.489.968 | 3.449.553 | 421.918 | 422.415 |
| 195 | Territoires d'outre-mer | 1.196.585 | 1.192.352 | 200.136 | 201.517 |
| 196 | Liquidation des opérations des Etats associés | 1.758 | 1.787 | 261 | 315 |
| 197 | Gouvernement de la Sarre | 82.811 | 87.323 | 14.585 | 12.527 |
| | Total | 6.179.645 | 6.139.642 | 801.373 | 824.202 |
| | Dont, en devises et francs à l'étranger | 2.294 | 3 | 365 | 5 |
| | **D. — OPERATIONS DES AUTRES CORRESPONDANTS** | | | | |
| 201 | Dépôts au Trésor: fonds particuliers des comptables | 512.207 | 516.431 | 64.454 | 63.462 |
| 202 | Autres dépôts au Trésor | 946.606 | 934.574 | 117.375 | 113.549 |
| 203 | Consignations au Trésor | 170.669 | 158.932 | 20.455 | 17.101 |
| 204 | Opérations diverses pour compte de particuliers | 24.461 | 21.983 | 2.546 | 2.046 |
| 207 | Reliquats appartenant à des particuliers | 187.870 | 172.931 | 16.224 | 15.043 |
| 217 | Crédit foncier | 174.710 | 161.132 | 22.995 | 4.300 |
| 219 | Comptes d'opérations de la banque d'Etat du Maroc | 56.317 | 69.322 | 6.286 | 10.884 |
| 220 | Comptes d'opérations de la banque de Madagascar | 31.659 | 24.965 | 4.736 | 2.944 |
| 221 | Comptes d'opérations de la banque d'Indochine | 1.840 | 1.835 | 266 | 216 |
| 222 | Compte courant des banques nationales du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam | 15.606 | 11.605 | 188 | 519 |
| 225 | Opérations diverses | 4.377 | 2.887 | 424 | 384 |
| | Total | 2.126.322 | 2.076.597 | 255.949 | 230.448 |
| | Dont, en devises et francs à l'étranger | 73.939 | 67.543 | 4.742 | 3.014 |

## VII. — OPERATIONS AFFECTANT LA DETTE DE L'ETAT

Les opérations affectant la dette de l'Etat comprennent deux grandes subdivisions: d'une part, les mouvements de la dette non échue; d'autre part, les opérations des emprunts échus. Les détails de ces opérations figurent dans la situation de la dette publique sous les numéros de rubriques qui sont regroupés dans la marge du tableau ci-dessous (§§ A et B).

| NUMÉROS des rubriques de la situation de la dette publique. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Échéances ou remboursements. — Dépenses. | Émissions ou avances. — Recettes. | Échéances ou remboursements. — Dépenses. | Émissions ou avances. — Recettes. |
| | | Millions de francs. | | | |
| | **A. — MOUVEMENTS DE LA DETTE NON ECHUE** | | | | |
| | **a) Dette intérieure.** | | | | |
| 300 et 301 | 1. Dette perpétuelle | 8 | 7 | 2 | 7 |
| 305 à 379 | 2. Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives | 89.303 | 188.048 | 6.527 | 7.411 |
| 380 à 388 | 3. Bons du Trésor | 800.600 | 745.925 | 93.895 | 123.869 |
| 396 à 410 | 5. Engagements envers les instituts d'émission | 728.598 | 1.071.498 | 57.500 | 78.900 |
| | Total | 1.618.509 | 2.005.478 | 157.924 | 210.187 |
| | **b) Dette extérieure.** | | | | |
| 415 à 430 | 1. Dette amortissable à long terme, à moyen et court terme à échéances massives | 129.490 | 150.890 | 35 | 30.000 |
| 440 à 454 | 3. Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux | 19.181 | » | » | » |
| | Total | 148.671 | 150.890 | 35 | 30.000 |
| | Totaux du paragraphe A | 1.767.180 | 2.156.368 | 157.959 | 240.187 |
| | Dont, en devises et francs à l'étranger | 23.083 | » | » | » |
| | **B. — OPERATIONS SUR EMPRUNTS ECHUS** | | | | |
| | **a) Dette intérieure.** | | | | |
| 500 à 532 | 1. Emprunts et bons échus | 668.101 | 646.154 | 75.954 | 74.975 |
| 534 et 535 | 2. Bons à intérêt progressif remboursables à vue | 172.373 | 242.680 | 24.105 | 26.653 |
| | Total | 840.474 | 888.834 | 100.059 | 101.628 |
| | **b) Dette extérieure.** | | | | |
| 540 à 585 | 1. Emprunts et bons échus | 117.029 | 162.997 | (—) 2 | 18 |
| 590 et 591 | 2. Bons remboursables à vue | 1.010 | » | 10 | » |
| | Total | 118.039 | 162.997 | 8 | 18 |
| | Totaux du paragraphe B | 958.513 | 1.051.831 | 100.067 | 101.646 |
| | Dont, en devises et francs à l'étranger | 3.108 | » | » | » |
| | **C. — OPERATIONS CONSTATEES EN ATTENUATION DES RESSOURCES OU DES CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT** | | | | |
| 600 | § 1. — Engagements au profit de divers organismes, services ou particuliers. | 28.465 | 1.388 | 4 | » |
| | § 2. — Ressources affectées aux amortissements par la caisse autonome d'amortissement, le budget et les comptes spéciaux du Trésor: | | | | |
| 615 | Amortissements de la caisse autonome d'amortissement | » | 52.199 | » | 201 |
| 620 | Amortissements du budget | » | 32.755 | » | » |
| 625 | Amortissements des comptes spéciaux du Trésor | » | » | » | » |
| | § 3. — Charges ou profits; | | | | |
| 630 | Différences de charge (1re section) | 18 | 10 | 3 | » |
| 635 | Lots ou primes de remboursement (2e section) | 37 | » | 1 | » |
| 640 | Autres charges ou profits (3e section) | » | 18 | » | » |
| | Total | 28.520 | 86.370 | 8 | 201 |

# VIII. — TABLEAUX ANNEXES

## I. — RELATIONS DU TRESOR AVEC LES INSTITUTS D'EMISSION D'OUTRE-MER (1)

| | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | Millions de francs. | | | |
| A. — Banque de l'Algérie et de la Tunisie | 111.479 | 108.727 | 13.079 | 12.236 |
| B. — Banque d'Etat du Maroc | 56.317 | 69.322 | 6.286 | 10.884 |
| C. — Banque de l'Afrique occidentale française | 58.760 | 58.981 | 3.848 | 3.711 |
| D. — Banque de l'Indochine | 1.840 | 1.835 | 266 | 216 |
| E. — Banque de Madagascar | 31.659 | 24.965 | 4.736 | 2.944 |
| F. — Banques nationales du Cambodge, du Laos et du Vietnam | 19.075 | 15.033 | 923 | 1.238 |
| G. — Caisse centrale de la France d'outre-mer | 40.282 | 42.325 | 5.643 | 5.821 |
| H. — Institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo | 87.464 | 82.103 | 10.045 | 8.948 |
| I. — Institut d'émission de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun | 35.875 | 40.780 | 4.693 | 4.889 |
| Totaux | 442.751 | 444.071 | 49.519 | 50.887 |

(1) Les chiffres indiqués au présent tableau proviennent des lignes nos 3, 3 *bis*, 3 *ter*, 176 *bis*, 180, 219, 220, 221 et 222.

## II. — OPERATIONS FAITES EN DEVISES ET EN FRANCS A L'ETRANGER

| A. — Situation d'ensemble. | Millions de francs. |
|---|---|
| Au 1er janvier 1957, les encaisses du Trésor en devises et francs à l'étranger s'élevaient à | 30.011 |
| Pendant les huit premiers mois de l'année, les recettes ont atteint | 102.326 |
| Il y a lieu d'ajouter, pour approvisionnement des encaisses des agents payeurs à l'étranger par l'intermédiaire de la Banque de France, la somme de | 73.235 |
| Soit un total de | 205.572 |
| Les dépenses ont atteint | 178.001 |
| Par suite, au 31 août 1957, les encaisses du Trésor en devises et francs à l'étranger s'élevaient à | 27.571 |

| B. — Résumé général des recettes et des dépenses faites en devises et francs à l'étranger. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | Millions de francs. | | | |
| Recettes et dépenses du budget général (IV) | 40.691 | 2.093 | 3.398 | 397 |
| Comptes spéciaux du Trésor (V § A à F) | 27.735 | 32.665 | 2.807 | 2.202 |
| Avances du Trésor, prêts et consolidations d'avances en prêts (V § G) | » | » | » | » |
| Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe (VI § A) | 3.649 | 19 | 132 | 1 |
| Opérations des établissements publics et des établissements semi-publics (VI § B) | 1.875 | 3 | 81 | » |
| Opérations des collectivités administratives (VI § C) | 2.294 | 3 | 365 | » |
| Opérations des autres correspondants (VI § D) | 73.939 | 67.543 | 4.742 | 3.014 |
| Opérations affectant la dette de l'Etat (VII) A. — Mouvements de la dette non échue | 23.083 | » | » | » |
| Opérations affectant la dette de l'Etat (VII) B. — Opérations sur emprunts échus | 3.108 | » | » | » |
| Fonds en route, chevauchements comptables et apurements des comptes d'attente | 1.627 | » | (—) 290 | » |
| Total | 178.001 | 102.326 | 11.235 | 5.614 |

## III. — DEVELOPPEMENT DES OPERATIONS DES COMPTABLES DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES DU 1er JANVIER AU 31 AOUT 1957

| | | Millions de francs. |
|---|---|---|
| **A. — Situation d'ensemble.** | | |
| Pendant les huit premiers mois de l'année, les recettes des comptables des postes ont atteint | | 26.402.863 |
| Leurs dépenses ont atteint | | 26.345.056 |
| Soit un excédent de recettes de | | 57.807 |
| représenté: à concurrence de par une diminution des encaisses des comptables des postes. | — 2.967 | |
| à concurrence de par les mouvements des comptes courants et des comptes de règlements entre l'administration des postes, télégraphes et téléphones et le Trésor, suivant détail au § C ci-après. | 60.774 | |

| | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois d'août 1957. | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | Millions de francs. | | | |
| **B. — Résumé des recettes et des dépenses.** | | | | |
| Opérations concernant le budget général: | | | | |
| Budget de 1957 | 100.540 | 20.129 | 11.052 | 236 |
| Règlements avec le Trésor | 22.580 | 100.843 | 185 | 11.926 |
| Opérations concernant les emprunts du Trésor: | | | | |
| Emissions et versements au Trésor | 178.137 | 180.032 | 18.100 | 17.176 |
| Payements et remboursements par le Trésor | 101.852 | 106.196 | 13.357 | 14.465 |
| Règlements avec le Trésor | 290 | 39.820 | 100 | 21 |
| Opérations du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (y compris les opérations de la 2e section): | | | | |
| Budget de 1956. — Opérations complémentaires | 2.484 | » | » | » |
| Budget de 1957 | 183.335 | 155.106 | 21.059 | 17.433 |
| Opérations concernant la caisse nationale d'épargne: | | | | |
| Recettes et dépenses effectives (1) | 167.875 | 201.021 | 19.177 | 25.298 |
| Règlements avec la caisse nationale d'épargne | 206.010 | 170.963 | 30.647 | 24.782 |
| Opérations concernant la caisse des dépôts et consignations | 14.176 | 20.248 | 353 | 286 |
| Opérations concernant les autres établissements d'Etat | 2.287 | 2.274 | 376 | 375 |
| Opérations concernant les collectivités administratives | 65.797 | 68.579 | 4.761 | 7.147 |
| Transferts de fonds p/c de particuliers: | | | | |
| Mandats français | 7.199.252 | 7.214.016 | 946.324 | 956.283 |
| Mandats internationaux | 21.351 | 26.592 | 3.075 | 3.733 |
| Mandats d'outre-mer et divers correspondants hors métropole | 269.392 | 259.695 | 31.410 | 12.749 |
| Autres opérations p/c de particuliers | 95.751 | 106.023 | 5.558 | 11.275 |
| Opérations concernant les offices étrangers | 365.366 | 295.129 | 53.442 | 20.242 |
| Comptes courants postaux (2) | 17.345.581 | 17.425.941 | 2.186.636 | 2.194.117 |
| Fonds en route, chevauchements comptables et apurement des comptes d'attente | » | 10.256 | » | 3.196 |
| Totaux généraux | 26.345.056 | 26.402.863 | 3.345.612 | 3.320.740 |
| **C. — Mouvements des comptes courants et comptes de règlements entre l'administration des postes, télégraphes et téléphones et le Trésor.** | | | | |
| Compte courant au Trésor de l'agent comptable des postes, télégraphes et téléphones. | 104.267 | » | 40.205 | » |
| Comptes courants postaux des comptables du Trésor | 2.727 | » | 36.008 | » |
| Autres comptes de règlements | » | 46.220 | » | 102.209 |
| Totaux | 106.994 | 46.220 | 76.213 | 102.209 |
| Soit un excédent de dépenses de | 60.774 | » | » | 25.996 |

Correspondant à l'excédent de recettes des opérations mentionnées page 10969, cadre VI, § A, « Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe », sous la rubrique: « Postes, télégraphes et téléphones ».

(1) Dont 164.790 millions de « retraits » et 199.637 millions de « dépôts ».
(2) A l'exclusion des comptes ouverts au nom des comptables des postes et des comptables du Trésor.

# Evolution et Situation de la Dette publique de l'Etat, Situation des Comptes des Correspondants du Trésor, Evolution et Situation de la Dette propre de la Caisse autonome d'amortissement et des Budgets annexes.

La présentation inspirée dans une certaine mesure des règles du plan comptable général est répartie en deux grandes subdivisions retraçant : d'une part, l'évolution de la dette non exigible ; d'autre part, le montant de la dette devenue exigible, les échéances à régler et les payements effectués.

En ce qui concerne les opérations effectuées dans les territoires d'outre-mer, les chiffres pris en considération sont ceux des derniers documents parvenus.

**TABLEAU RECAPITULATIF** (En millions de francs.)

| CATÉGORIES DE DETTES | SITUATION DE LA DETTE AU | | | ÉVOLUTION DE LA DETTE entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31 décembre 1954. | 31 décembre 1955. | 31 décembre 1956. | Diminution. | Augmentation. | |
| **DETTES DE L'ETAT** | | | | | | |
| **A. — Dette non exigible.** | | | | | | |
| a) *Dette intérieure.* | | | | | | |
| I. — Dette perpétuelle | 98.078 | 98.062 | 98.049 | 8 | 7 | 98.048 |
| II. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives | 1.473.170 | 1.647.587 | 2.166.505 | 89.303 | 188.048 | 2.265.250 |
| III. — Bons du Trésor et traites de dépenses publiques (1). | 1.669.315 | 1.794.984 | 1.917.509 | 800.600 | 745.925 | 1.862.834 |
| IV. — Engagements envers les instituts d'émission | 814.929 | 704.029 | 633.029 | 728.598 | 1.071.498 | 975.929 |
| Totaux de la dette intérieure | 4.055.492 | 4.244.662 | 4.815.092 | 1.618.509 | 2.005.478 | 5.202.061 |
| b) *Dette extérieure.* | | | | | | |
| I. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives | 361.652 | 307.406 | 295.711 | 129.490 | 150.890 | 317.111 |
| II. — Echéances indéterminées | » | » | » | » | » | » |
| III. — Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers internationaux | 554.114 | 527.066 | 498.965 | 19.181 | » | 479.784 |
| Total de la dette extérieure | 915.766 | 834.472 | 794.676 | 148.671 | 150.890 | 796.895 |
| Total de la dette de l'Etat non exigible | 4.971.258 | 5.079.134 | 5.609.708 | 1.767.180 | 2.156.368 | 5.998.956 |
| **B. — Dette exigible.** | | | | | | |
| a) *Dette intérieure.* | | | | | | |
| I. — Emprunts et bons échus | 17.409 | 24.384 | 39.786 | 668.101 | 646.154 | 17.839 |
| II. — Bons à intérêt progressif remboursables à vue | 375.719 | 458.225 | 561.642 | 172.373 | 242.680 | 631.949 |
| Total de la dette intérieure | 393.128 | 482.609 | 601.428 | 840.474 | 888.834 | 649.788 |
| b) *Dette extérieure.* | | | | | | |
| I. — Emprunts et bons échus | 120 | 9.967 | 719 | 117.029 | 162.997 | 46.687 |
| II. — Bons remboursables à vue | 203.810 | 182.830 | 158.370 | 1.010 | » | 157.360 |
| Total de la dette extérieure | 203.930 | 192.797 | 159.089 | 118.039 | 162.997 | 204.047 |
| Total de la dette exigible | 597.058 | 675.406 | 760.517 | 958.513 | 1.051.831 | 853.835 |
| **Total de la dette de l'Etat** | **5.568.316** | **5.754.540** | **6.370.285** | **2.725.693** | **3.208.199** | **6.852.791** |
| **Dont** { **Dette intérieure** | **4.448.620** | **4.727.271** | **5.416.520** | **2.458.983** | **2.894.312** | **5.851.849** |
| **Dont** { **Dette extérieure** | **1.119.696** | **1.027.269** | **953.765** | **266.710** | **313.887** | **1.000.942** |
| **DETTE PROPRE DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT** | | | | | | |
| Dette intérieure | 32.051 | 31.002 | 29.265 | 1.362 | » | 27.903 |
| Total de la dette propre de la caisse autonome d'amortissement | 32.051 | 31.002 | 29.265 | 1.362 | » | 27.903 |
| **DETTE PROPRE DES BUDGETS ANNEXES** | | | | | | |
| A. — Dette propre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones : | | | | | | |
| Dette intérieure | 48.046 | 70.857 | 67.528 | 6.254 | 24.335 | 105.609 |
| Total de la dette propre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones | 48.046 | 70.857 | 67.528 | 6.254 | 24.335 | 105.609 |
| B. — Dette propre du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française | » | 11.224 | 11.224 | » | 2.966 | 14.190 |
| Total de la dette propre des budgets annexes | 48.046 | 82.081 | 98.752 | 6.254 | 27.301 | 119.799 |

(1) Des traites de dépenses publiques figuraient en solde aux 31 décembre 1954 et 1955. Par contre au 31 décembre 1956, la dette s'élevant à 1.917.509 millions est exclusivement représentée par des bons du Trésor.

# EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ETAT EN 1957

## A. — Dette de l'Etat non exigible.

### A. — DETTE INTERIEURE

### I. — Dette perpétuelle. (En millions de francs.)

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|---|
| 300 | Rentes 3 p. 100 | 23.121 | » | » | 23.121 |
| 301 | Rentes 5 p. 100 1949 | 74.928 | 1 | » | 74.927 |
| | Totaux | 98.049 | 8 | 7 | 98.048 |

### II. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives.

(En millions de francs.)

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Emprunts amortissables à long terme** (1re section). | | | | |
| 305 | 1° Rentes sur l'Etat amortissables: | | | | |
| | 5 p. 100 1920, 60 ans, remboursables à 150 F | 10.981 | 382 | » | 10.599 |
| | 3 p. 100 1942, 60 ans et 2 mois | 2.195 | 8 | » | 2.187 |
| | 3,50 p. 100 1942-1952, 60 ans | 6.334 | 100 | » | 6.234 |
| | 3 p. 100 1945-1951, 60 ans et 3 mois | 20.323 | 158 | » | 20.165 |
| | 3,50 p. 100 1952, 60 ans | 384.153 | 4.075 | » | 380.078 |
| | 4,50 p. 100 1952, 60 ans | 8.619 | 49 | » | 8.570 |
| 310 | 2° Obligations du Trésor amortissables: | | | | |
| | 4,50 p. 100 1933-1948, 60 ans, remboursables à 150 F | 6.107 | » | » | 6.107 |
| | 4 p. 100 1931-1951, 50 ans, remboursables à 110 F | 5.100 | » | » | 5.100 |
| | 4,50 p. 100 1935, 30 ans | 450 | 21 | » | 429 |
| | 3,50 p. 100 1943-1953, 30 ans | 3.730 | 70 | » | 3.660 |
| | 3,50 p. 100 1944, 30 ans | 1.982 | 63 | » | 1.919 |
| 315 | 3° Obligations du Crédit national émises pour le compte de l'Etat: | | | | |
| | 4 p. 100 1941, 50 ans | 10.428 | 174 | » | 10.254 |
| | 3,50 p. 100 février 1942, 50 ans et 3 mois | 4.737 | 4.737 | » | » |
| | 3,50 p. 100 octobre 1942, 50 ans et 3 mois | 5.769 | 5.769 | » | » |
| | 3,50 p. 100 1943, 50 ans et 3 mois | 5.868 | 5.868 | » | » |
| | 3 p. 100 juillet 1945, 50 ans | 19.267 | 146 | » | 19.121 |
| | 3 p. 100 juillet 1946, 50 ans | 29.872 | 433 | » | 29.439 |
| | 6 p. 100 1950, 30 ans | 24.536 | 522 | » | 24.014 |
| | 3,50 p. 100 1957 (1) | » | » | 16.135 | 16.135 |
| 320 | 4° Bons de la caisse nationale de crédit agricole: | | | | |
| | 4,50 p. 100 1935, 25 ans | 240 | 141 | » | 99 |
| 321 | 5° Emprunts de l'ancien gouvernement général de l'Indochine: | | | | |
| | 3 p. 100 1909 | 38 | » | » | 38 |
| | 3,50 p. 100 1913-1952 | 40 | » | » | 40 |
| | 4 p. 100 1931 | 310 | » | » | 310 |
| | 4,50 p. 100 1932 | 379 | » | » | 379 |
| | 5,50 p. 100 1933 | 180 | » | » | 180 |
| | 5 p. 100 1935 | 105 | » | » | 105 |
| | 5,50 p. 100 1937 | 2 | » | » | 2 |
| 326 | 6° Emissions diverses: | | | | |
| | Emprunt libératoire du prélèvement 3 p. 100 1948 | 23.795 | 7.022 | » | 16.773 |
| | Totaux de la 1re section | 575.540 | 29.738 | 16.135 | 561.937 |

(1) Par arrêté du 3 janvier 1957, le Crédit national a été autorisé à procéder, à la date du 1er mai 1957, au regroupement des emprunts à lots 3,50 p. 100 émis en février et octobre 1942 et en décembre 1943. L'emprunt de substitution dénommé « 3,50 p. 100 à lots » ne s'élèvera aux termes de l'arrêté du 18 avril 1957, qu'à un montant nominal de 14.650 millions de francs pour une valeur de remboursement de 16.135.050.000 F.

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 août 1957 |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Emprunts remboursables par annuités à long terme** (2e section). | | | | |
| 330 | 1° Engagements envers la caisse des dépôts et consignations pour prêts d'intérêt économique, agricole ou social: | | | | |
| | Loi du 7 juillet 1934 et décret du 11 septembre 1934 (plan Marquet) | 1.356 | 84 | » | 1.272 |
| | Habitations à loyer modéré | 289.425 | 3.200 | » | 286.225 |
| | Crédit immobilier | 66.952 | 666 | » | 66.286 |
| | Fonds commun du travail (habitations à loyer modéré et crédit immobilier) | 104 | 5 | » | 99 |
| | Habitations à loyer modéré améliorées | 124 | 11 | » | 113 |
| | Loyers moyens | 67 | 12 | » | 55 |
| | Adduction d'eau potable et réparation de chemins vicinaux | 48 | 13 | » | 35 |
| | Electrification des campagnes | 491 | 4 | » | 487 |
| | Sinistrés du Sud-Ouest | 22 | 8 | » | 14 |
| | Crédit agricole (moyen terme) | 3 | » | » | 3 |
| | Crédit agricole (long terme) | 89 | 2 | » | 87 |
| | Equipement rural | 775 | » | » | 775 |
| | Assainissement du marché de la viande | 4 | » | » | 4 |
| | Prêts aux collectivités (loi du 11 octobre 1940) | 1.215 | 21 | » | 1.194 |
| | Prêts pour l'amélioration du logement rural (décret-loi du 24 mai 1938 et loi du 15 mai 1941) | 202 | » | » | 202 |
| | Prêts pour travaux de circonstance (ordonnance du 1er mai 1945) | 286 | 12 | » | 274 |
| 335 | 2° Engagements divers au profit de la caisse des dépôts et consignations: | | | | |
| | Remboursement des obligations de l'emprunt extérieur 7 1/2 p. 100 1921 | 191 | 5 | » | 186 |
| | Amortissement des obligations de l'emprunt extérieur 4 p. 100 1939 | 787 | 38 | » | 749 |
| | Semestrialités remises en contrepartie du prêt de 4 milliards de francs (décret du 4 mai 1943) | 500 | 164 | » | 336 |
| | Semestrialités remises en contrepartie des prêts de 10 et 12 milliards de francs (décrets des 20 mars et 5 septembre 1945) | 15.948 | 320 | » | 15.628 |
| | Obligations du Trésor remises en vertu de la décision du 23 mai 1949 | 118.618 | » | » | 118.618 |
| | Obligations du Trésor 5,30 p. 100 décembre 1949 | 3.037 | » | » | 3.037 |
| | Obligations du Trésor 5,90 p. 100 1951 | 366 | 32 | » | 334 |
| 340 | 3° Engagements envers le Crédit foncier de France: | | | | |
| | Subventions aux communes directement atteintes par les événements de guerre (loi du 4 octobre 1919) | 39 | 3 | » | 36 |
| 345 | 4° Engagements envers la Société nationale des chemins de fer français et envers des compagnies ou réseaux de chemins de fer: | | | | |
| | Annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêts de 1871-1872 | 1 | » | » | 1 |
| | Annuités dues à la compagnie des chemins de fer P. L. M. (loi du 18 février 1898) | 2 | » | » | 2 |
| | Annuités dues à la compagnie des chemins de fer du P. O. pour les lignes échangées entre elle et l'Etat | 15 | » | » | 15 |
| | Annuités dues aux compagnies de chemin de fer (subventions et avances) | 38 | 5 | » | 33 |
| | Annuités servies aux réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général | 298 | » | » | 298 |
| | Avances en argent et en travaux antérieures au 31 décembre 1937 (convention de 1883 et conventions subséquentes) | 4.117 | 98 | » | 4.019 |
| | Insuffisance d'exploitation des exercices 1914 à 1937 | 20.544 | 706 | » | 19.838 |
| | Annuités à la S. N. C. F. pour emprunts affectés en couverture de dommages de guerre (loi n° 54-916 du 16 septembre 1954) | » | 1.946 | (1) 23.000 | 21.054 |
| 350 | 5° Engagements envers les collectivités locales: | | | | |
| | Annuités attribuées en payement de subventions pour les travaux d'outillage national (loi du 11 juillet 1933) | 62 | 4 | » | 58 |
| | Annuités attribuées en payement d'avances pour l'achèvement du programme des constructions d'habitations à loyer modéré (loi du 27 juillet 1934 et décret du 30 septembre 1934) | 72 | 4 | » | 68 |
| | Annuités attribuées en payement de subventions pour l'exécution de travaux d'équipement rural | 21.119 | 923 | (1) 3.615 | 23.811 |
| | Annuités attribuées en payement de subventions pour l'exécution de travaux d'équipement des ports et de défense contre les eaux et contre la mer (loi du 1er octobre 1948) | 227 | 6 | (1) 115 | 336 |
| | Annuités attribuées en payement de subventions pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (art. 8 de la loi n° 55-137 du 2 février 1955) | 3.439 | » | (1) 1.734 | 5.173 |
| | *A reporter* (2e section) | 550.583 | 8.292 | 28.464 | 570.755 |

(1) Cette dette est compensée par une créance d'égal montant comptabilisée à la ligne n° 600.

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Diminution. | Augmentation | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|---|
| | *Report* (2e section) | 550.563 | 8.292 | 28.464 | 570.755 |
| 355 | 6° Engagements envers les anciens actionnaires d'entreprises nationalisées: | | | | |
| | Obligations de la Banque de France remises aux anciens actionnaires de cet établissement (loi n° 45-015 du 2 décembre 1945) | 2.685 | 268 | » | 2.417 |
| | Parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires des banques nationalisées (loi n° 45-015 du 2 décembre 1945) | 9.589 | 240 | » | 9.349 |
| | Obligations de la Banque d'Algérie remises aux anciens actionnaires de cet établissement (loi n° 46-1070 du 17 mai 1946) | 500 | 50 | » | 450 |
| | Parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires des sociétés d'assurances nationalisées (loi n° 46-835 du 25 avril 1946) | 5.203 | 131 | » | 5.072 |
| 360 | 7° Emprunts des groupements de sinistrés et associations syndicales de reconstruction: | | | | |
| 361 | Emprunts obligataires (articles 45 et suivants de la loi du 30 mars 1947) | 101.138 | 1.186 | 1 | 99.953 |
| 362 | Emprunts auprès de la caisse des dépôts et consignations et de divers organismes | 9.528 | 62 | 218 | 9.684 |
| 363 | Emprunts auprès de banques sous forme de crédits | 1.700 | » | » | 1.700 |
| 365 | 8° Engagements au profit de divers organismes, services ou particuliers: | | | | |
| | Titres d'annuités trentenaires délivrés en payement d'indemnités pour dommages de guerre (loi du 31 juillet 1920) | 575 | 72 | » | 503 |
| | Annuités servies à la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez (convention du 18 mars 1913 approuvée par la loi du 11 août 1914) | 1.376 | 26 | » | 1.350 |
| | Amortissement des emprunts de la Compagnie de navigation Sud-Atlantique (convention du 31 janvier 1928 et loi du 6 avril 1928) | » | » | » | » |
| | Attributaires d'indemnités de dommages de guerre (indemnités d'éviction, loi du 26 août 1948) | 1.231 | 17 | 160 | 1.374 |
| | Emprunts des compagnies de navigation en vue de la construction de navires devenus la propriété de l'Etat (loi du 28 février 1948) | 1.280 | 47 | » | 1.233 |
| | Titres d'annuités trentenaires remis à des sociétés d'assurances (art. 35 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953) | 5.027 | 173 | » | 4.854 |
| 366 | Engagements au profit de l'institut d'émission de l'A. O. F. et du Togo (convention du 26 septembre 1955) | (1) 18.043 | 1.388 | » | 16.655 |
| 367 | Emprunt de l'ancien gouvernement général de l'Indochine: | | | | |
| | Emprunt 6 p. 100 1929 auprès de la caisse de retraites de la France d'outre mer | » | » | » | » |
| | Total de la 2e section | 708.458 | 11.952 | 28.843 | 725.349 |
| | **Emprunts à moyen ou à court terme à échéances massives** (3e section). | | | | |
| 370 | 1° Obligations de la caisse autonome de la défense nationale 5 p. 100 1938-1948, 1950-1968 | 3.045 | 216 | 36 | 2.865 |
| 371 | 2° Emprunts de la caisse autonome de reconstruction: | | | | |
| | Titres à 3, 6 ou 9 ans | 283.842 | 41.162 | 59.225 | 301.905 |
| 372 | 3° Bons de la caisse nationale de crédit agricole à 20 ans (sans intérêt), émis en 1947-1950, remboursables à 200 p. 100 | 92 | » | » | 92 |
| | 4° Emprunts du Trésor: | | | | |
| 373 | Obligations à 2, 4, 6 ou 8 ans 1952 | 36.050 | » | » | 36.050 |
| 374 | Certificats d'investissements 5 p. 100 1953-1954 amortissables | 119.709 | » | » | 119.709 |
| 375 | Bons d'épargne | 24.859 | 1.573 | » | 23.286 |
| 376 | Bons d'équipement industriel et agricole | (2) 86.239 | 2.773 | » | 83.466 |
| 377 | Emprunt national 5 p. 100 1956, 15 ans | 320.535 | » | » | 320.535 |
| 378 | Bons 5 p. 100 1957 à prime indexée | » | » | 83.539 | 83.539 |
| 379 | 5° Titres amortissables en 5 ans remis aux distillateurs | 8.136 | 1.889 | 270 | 6.517 |
| | Total de la 3e section | 882.507 | 47.613 | 143.070 | 977.964 |
| | RECAPITULATION | | | | |
| | Emprunts amortissables à long terme (1re section) | 575.540 | 29.738 | 16.135 | 561.937 |
| | Emprunts remboursables par annuités à long terme (2e section) | 708.458 | 11.952 | 28.843 | 725.349 |
| | Emprunts à moyen terme ou à court terme à échéances massives (3e section) | 882.507 | 47.613 | 143.070 | 977.964 |
| | Total de la dette amortissable à long, moyen ou court terme à échéances massives | 2.166.505 | 89.303 | 188.048 | 2.265.250 |

(1) Cette dette est compensée par une créance de l'Etat d'un montant égal sur la B. A. O.
(2) Y compris une somme de 4.107 millions représentant le montant de la prime de remboursement prévue par l'article 4 du décret n° 56-476 du 14 mai 1956.

## III. — Bons du Trésor.

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Bons du Trésor** (4e section). | | | | |
| 380 | 1° Bons du Trésor à un an | 70.144 | 48.250 | 52.533 | 74.427 |
| 380 bis | 2° Bons du Trésor à 2 ans | 205.784 | 61.548 | 67.577 | 211.813 |
| | 3° Comptes courants de bons du Trésor: | | | | |
| 381-1 | Catégorie A. — 75 à 105 jours | 17.501 | 38.028 | 30.944 | 10.417 |
| 381-2 | Catégorie B. — 355 à 365 jours | 158.311 | 107.373 | 128.233 | 179.171 |
| 381-3 | Catégorie C. — 715 à 725 jours | 1.389.196 | 311.877 | 231.160 | 1.308.479 |
| 384 | 4° Bons du Trésor à intérêt progressif de 3 mois à 3 ans (2) | 76.573 | 233.524 | 235.478 | 78.527 |
| | Total des bons du Trésor (*) | 1.917.509 | 800.600 | 745.925 | 1.862.834 |

(1) Dont 5.904 millions d'opérations d'ordre, transfert aux catégories B et C de bons à 1 an ou 2 ans transformés en comptes courants et inversement, soit respectivement:
- a) 17 millions des comptes courants catégorie C transformés en bons à 2 ans.
- b) 2.951 millions de bons à 1 an transformés en comptes courants catégorie B.
- c) 2.936 millions de bons à 2 ans transformés en comptes courants catégorie C.

(2) Bons souscrits depuis moins de 3 mois. Les bons souscrits depuis plus de 3 mois sont remboursables à vue et figurent parmi la dette exigible.

(*) Le tableau des échéances est donné en annexe.

## IV. — Engagements envers les instituts d'émission.

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Diminution. | Augmentation | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1° Avances de la Banque de France: | | | | |
| 396 | Avance permanente | 50.000 | » | » | 50.000 |
| 397 | Avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 | 426.000 | » | » | 426.000 |
| 398 | Avances provisoires (conventions des 29 septembre 1938, 29 février 1940, 9 juin 1940, 8 juin 1944, 24 juin 1947, 25 septembre 1947 et 22 janvier 1953) | 153.100 | 420.900 | 442.800 | 175.000 |
| 399 | Bons du Trésor spéciaux (convention du 29 mai 1957) | » | 80.000 | 80.000 | » |
| 400 | Bons du Trésor spéciaux (convention du 26 juin 1957) | » | 15.000 | 36.000 | 21.000 |
| 401 | Avances spéciales (convention du 26 juin 1957) | » | 205.000 | 505.000 | 300.000 |
| | 2° Avances de la Banque d'Algérie et de la Tunisie: | | | | |
| 403 | Avance permanente | 80 | » | » | 80 |
| | 3° Engagements divers: | | | | |
| 410 | Bons du Trésor à 3 mois renouvelables remis à la Banque de France en représentation de l'or belge | 3.849 | 7.698 | 7.698 | 3.849 |
| | Totaux | 633.029 | 728.598 | 1.071.498 | 975.929 |

## B. — DETTE EXTERIEURE

Cours des chancelleries au 1er janvier 1955: 1 dollar U. S. A. = 350 francs; 1 livre = 980 francs; 1 franc suisse = 81 francs; 1 franc belge = 7 francs; 1 couronne suédoise = 67,70 francs; 1 florin = 92,10 francs; 1 dollar canadien = 360 francs.

### V. — **Situation en francs.** (En millions de francs.)

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|---|
| | **I. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives.** | | | | |
| | *Emprunts amortissables à long terme* (1re section). | | | | |
| 415 | Emprunt à p. 100 1939, 30 ans, aux Pays-Bas et en Suisse | 8.194 | 1.184 | » | 7.010 |
| | *Emprunts remboursables par annuités à moyen et à long terme* (2e section). | | | | |
| 420 | 1° Engagement envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946, prêt-bail et autres créances militaires) | 201.934 | 6.638 | » | 195.296 |
| 422 | 3° Emprunts à l'étranger des groupements de sinistrés, port autonome du Havre (emprunts auprès de la Compagnie du canal de Suez, décrets des 28 février 1950 et 10 octobre 1953) | 104 | 35 | » | 69 |
| 423 | 4° Emprunt du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 3,25 p. 100 1947 | 82.842 | 623 | » | 82.219 |
| 424 | 5° Engagements envers les Etats-Unis (accord du 29 juin 1953) | 2.637 | 120 | » | 2.517 |
| | Total des emprunts à moyen et à long terme | 287.517 | 7.416 | » | 280.101 |
| | *Emprunts à moyen terme ou à court terme, à échéances massives* (3e section). | | | | |
| 426 | Bons du Trésor souscrits par le Fonds monétaire international | » | 45.890 | 45.890 | » |
| 427 | Bons du Trésor souscrits par divers correspondants étrangers | » | 75.000 | 105.000 | 30.000 |
| | Total des emprunts à moyen ou à court terme à échéances massives. | » | 120.890 | 150.890 | 30.000 |
| | RECAPITULATION | | | | |
| | Emprunts amortissables à long terme (1re section) | 8.194 | 1.184 | » | 7.010 |
| | Emprunts remboursables par annuités à moyen et à long terme (2e section) | 287.517 | 7.416 | » | 280.101 |
| | Emprunts à moyen terme ou à court terme à échéances massives (3e section). | » | 120.890 | 150.890 | 30.000 |
| | Total de la dette amortissable à long, moyen ou court terme à échéances massives | 295.711 | 129.490 | 150.890 | 317.111 |
| | **II. — Emprunts à moyen terme ou à court terme, échéances indéterminées** (6e section). | | | | |
| | **III. — Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux.** | | | | |
| | *Crédits de gouvernements étrangers et de banques étrangères* (7e section). | | | | |
| 440 | 1° Crédits du Gouvernement britannique: Accords financiers des 25 mai 1945, 29 avril et 3 décembre 1946 | 41.829 | » | » | 41.829 |
| 443 | 2° Crédits du Gouvernement des Etats-Unis: Crédit de 50 millions de dollars consenti par les Etats-Unis d'Amérique pour l'achat de biens meubles en surplus situés sur les territoires des Etats-Unis (accord du 11 mars 1948) | 903 | 138 | » | 765 |
| 446 | 3° Crédits du Gouvernement du Canada: Accords financiers des 9 avril 1946 et 20 août 1947 | 63.882 | » | » | 63.882 |
| 448 | 4° Crédits du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande: Loi du 10 septembre 1947 | 4.900 | 2.450 | » | 2.450 |
| | *Avances d'organismes bancaires étrangers ou internationaux* (8e section). | | | | |
| | Avances de l'Export-Import Bank: | | | | |
| 450 | Convention du 4 décembre 1945 | 126.663 | 6.417 | » | 120.246 |
| 451 | Convention du 13 juillet 1946 | 182.570 | 9.805 | » | 172.765 |
| 452 | Contrat du 28 octobre 1948 | 59.500 | 350 | » | 59.150 |
| 453 | Contrat du 18 décembre 1950 | 3.598 | 21 | » | 3.577 |
| 454 | Contrat du 18 avril 1952 | 15.120 | » | » | 15.120 |
| | Total des crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux | 498.965 | 19.181 | » | 479.784 |
| | Total de la dette extérieure | 794.676 | 148.671 | 150.890 | 796.895 |

## V *bis*. — Situation en devises.

### 1° Situation de la dette en dollars U. S. A. et canadiens.

| DÉSIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|
| | | Diminution. | Augmentation. | |
| Engagement envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946; prêt-bail et autres créances militaires) | 576.956.031 | 18.965.178 | » | 557.990.853 |
| Emprunts à l'étranger des groupements de sinistrés: | | | | |
| Port autonome du Havre (emprunts auprès de la Compagnie du canal de Suez, décrets des 28 février 1950 et 10 octobre 1953) | 300.000 | 100.000 | » | 200.000 |
| Emprunt du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 3,25 p. 100 1947 | 236.691.000 | 1.779.000 | » | 234.912.000 |
| Crédit de 50 millions de dollars consenti par les Etats-Unis d'Amérique pour l'achat de meubles en surplus situés sur les territoires des Etats-Unis (accord du 11 mars 1948) | 2.493.536 | 395.339 | » | 2.098.197 |
| Crédit du Gouvernement du Canada (accords financiers des 9 avril 1946 et 20 août 1947) | 177.450.000 | » | » | 177.450.000 |
| Avances de l'Export-Import Bank: | | | | |
| Convention du 4 décembre 1945 | 361.896.500 | 18.334.000 | » | 343.562.500 |
| Convention du 13 juillet 1946 | 521.625.000 | 28.015.000 | » | 493.610.000 |
| Contrat du 28 octobre 1948 | 170.000.000 | 1.000.000 | » | 169.000.000 |
| Contrat du 18 décembre 1950 | 10.279.152 | 60.424 | » | 10.218.728 |
| Contrat du 18 avril 1952 | 43.200.000 | » | » | 43.200.000 |
| Total | 2.100.891.219 | 68.648.941 | » | 2.032.242.278 |

### 2° Situation de la dette en livres.

| DÉSIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|
| | | Diminution. | Augmentation. | |
| Crédits du Gouvernement britannique (accords financiers des 25 mai 1945, 29 avril et 3 décembre 1946) | 42.682.010 | » | » | 42.682.010 |
| Crédits du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande (loi du 10 septembre 1947) | 5.000.000 | 2.500.000 | » | 2.500.000 |
| Total | 47.682.010 | 2.500.000 | » | 45.182.010 |

### 3° Situation de la dette en francs suisses et de la dette remboursable, à l'option des porteurs, en florins, francs suisses ou dollars (dette évaluée en francs suisses).

| DÉSIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|
| | | Diminution. | Augmentation. | |
| Emprunt à p. 100 1939, 30 ans, aux Pays-Bas et en Suisse | 101.163.920 | 14.617.590 | » | 86.546.330 |
| Total | 101.163.920 | 14.617.590 | » | 86.546.330 |

## B. — Dette de l'Etat exigible.

### VI. (En millions de francs.)

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|---|
| | **A. — DETTE INTERIEURE EXIGIBLE** | | | | |
| | **I. — Emprunts et bons échus.** | | | | |
| | *Echéances en capital à la charge du Trésor* (1re section). | | | | |
| 500 | 1° Rentes sur l'Etat, obligations et valeurs diverses du Trésor | 78 | » | » | 78 |
| 508 | 3° Bons du Trésor à court terme (75 à 725 jours, 1 an et 2 ans) | 16.961 | 564.545 | 561.395 | 13.811 |
| 510 | 4° Bons de la reconstruction à 3 ans | 77 | 29 | » | 48 |
| | *Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement* (3e section). | | | | |
| 515 | Rentes sur l'Etat, obligations et valeurs diverses du Trésor | 14.329 | 26.424 | 15.205 | 3.110 |
| | *Echéances en capital à la charge du Trésor et intérêts à la charge du budget général* (4e section) | | | | |
| 518 | Bons d'épargne | » | 1.573 | 1.573 | » |
| 520 | Emissions diverses | 512 | 40 | » | 472 |
| | *Echéances en capital et intérêts à la charge du budget général* (5e section). | | | | |
| 525 | Emprunt de la caisse autonome de la reconstruction. — Titres 3, 6 et 9 ans | » | 41.162 | 41.162 | » |
| | *Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement et intérêts à la charge du budget général* (6e section). | | | | |
| 530 | Emprunts remboursables par annuités à long et moyen terme | 7.829 | 34.009 | 26.500 | 320 |
| | *Echéances en capital à la charge de divers organismes, services ou particuliers et intérêts à la charge du budget général.* | | | | |
| 532 | Titres d'annuités trentenaires remis à des sociétés d'assurances (article 35 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953) | » | 319 | 319 | » |
| | Total des emprunts et bons échus | 39.786 | 668.101 | 646.154 | 17.839 |
| | **II. — Bons à intérêt progressif remboursables à vue.** | | | | |
| 534 | 1° Bons du Trésor à intérêt progressif de 3 mois à 3 ans (1) | 561.231 | 172.175 | 242.680 | 631.736 |
| 535 | 2° Bons de la défense nationale à intérêt progressif | 411 | 198 | » | 213 |
| | Total des bons à intérêt progressif remboursables à vue | 561.642 | 172.373 | 242.680 | 631.949 |
| | Total de la dette intérieure exigible | 601.428 | 840.474 | 888.834 | 649.788 |
| | **B. — DETTE EXTERIEURE EXIGIBLE** | | | | |
| | **I. — Emprunts et bons échus.** | | | | |
| | *Echéances en capital à la charge du Trésor* (1re section). | | | | |
| 540 | 1° Bons du Trésor souscrits par le Fonds monétaire international | » | » | 45.890 | 45.890 |
| 541 | 2° Bons du Trésor souscrits par divers | » | 75.000 | 75.000 | » |
| 552 | 3° Emissions diverses | 10 | » | » | 10 |
| | *Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement* (3e section). | | | | |
| 555 | 1° Emprunt 4 p. 400 1939 — 30 ans — aux Pays-Bas et en Suisse | 32 | 1.143 | 1.178 | 67 |
| 557 | 3° Emprunts à des banques étrangères | » | » | » | » |
| 560 | 4° Bons du Trésor souscrits par divers correspondants étrangers | » | » | » | » |
| 565 | 5° Emissions diverses | 42 | 5 | 3 | 40 |
| | *Echéances en capital à la charge de la caisse autonome d'amortissement et intérêts à la charge du budget général* (6e section). | | | | |
| 570 | 1° Engagement envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946: prêt-bail et autres créances militaires) | 616 | 10.676 | 10.676 | 616 |
| 571 | 2° Emprunts à l'étranger des groupements de sinistrés | » | » | 35 | 35 |
| 572 | 3° Emprunts du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement: 3,50 p. 100 1947 | » | 623 | 623 | » |
| 573 | 4° Crédits du Gouvernement britannique | » | » | » | » |
| 576 | 5° Crédits du Gouvernement des Etats-Unis (accords des 11 mars 1948 et 29 juin 1953) | 19 | 248 | 258 | 29 |
| 579 | 6° Crédits du Gouvernement du Canada | » | 958 | 958 | » |
| 580 | 7° Crédits du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande | » | 2.461 | 2.461 | » |
| 585 | 8° Avances de l'Export-Import Bank | » | 25.915 | 25.915 | » |
| | Total des emprunts et bons échus | 719 | 117.029 | 162.997 | 46.687 |
| | **II. — Bons remboursables à vue.** | | | | |
| 590 | 3° Bons du Trésor à vue sans intérêts remis à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 22.570 | 1.000 | » | 21.570 |
| 591 | 4° Bons du Trésor remis au Fonds monétaire international | 135.800 | 10 | » | 135.790 |
| | Total des bons remboursables à vue | 158.370 | 1.010 | » | 157.360 |
| | Total de la dette extérieure exigible | 159.089 | 118.039 | 162.997 | 204.047 |
| | Total de la dette de l'Etat exigible | 760.517 | 958.513 | 1.051.831 | 853.835 |

(1) Bons souscrits depuis plus de trois mois.

## EVOLUTION ET SITUATION DES COMPTES DE DEPOTS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR

(En millions de francs.)

| DESIGNATION DES CORRESPONDANTS | SOLDES au 1er janvier 1957 (1) | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | SOLDES au 31 août 1957 |
|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | |
| Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe | 754.782 | 2.172.017 | 2.241.111 | 823.876 |
| Opérations des établissements publics et des établissements semi-publics | 534.483 | 13.177.905 | 13.407.366 | 763.944 |
| Opérations des collectivités administratives | 658.063 | 6.179.646 | 6.139.642 | 618.059 |
| Opérations des autres correspondants | 188.323 | 2.126.322 | 2.076.597 | 138.598 |
| Totaux | 2.135.651 | 23.655.890 | 23.864.716 | 2.344.477 |

(1) Chiffres provisoires.

## EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PROPRE DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT EN 1957

(En millions de francs.)

| DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|
| | | Diminution. | Augmentation. | |
| **DETTE INTERIEURE** | | | | |
| Obligations 4 1/2 p. 100 1929-1949, 40 ans | 3.702 | 202 | » | 3.500 |
| Obligations 4 p. 100 1941, 50 ans et 3 mois | 24.148 | 204 | » | 23.944 |
| Obligations 3 1/2 p. 100 1943, 15 ans | 1.415 | 956 | » | 459 |
| Total | 29.265 | 1.362 | » | 27.903 |

## EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PROPRE DES BUDGETS ANNEXES EN 1957

(En millions de francs.)

### A. — Budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

| DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | SITUATION de la dette au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|---|
| | | Diminution. | Augmentation. | |
| **DETTE INTERIEURE** | | | | |
| Obligations 4 1/2 p. 100 1929-1948 | 832 | 241 | » | 591 |
| Obligations 4 p. 100 1941-1952 | 3.667 | 127 | » | 3.540 |
| Obligations 3 1/2 p. 100 1943 | 2.038 | 76 | » | 1.962 |
| Bons 5 1/2 p. 100 1950, 10 ans | 2.392 | 602 | » | 1.790 |
| Bons 6 p. 100 1953, amortissables en 15 ans | 11.536 | 845 | » | 10.691 |
| Bons 6 p. 100 1954, amortissables en 15 ans | 20.697 | 1.413 | » | 19.284 |
| Bons 6 p. 100 1955, amortissables en 15 ans | 24.641 | 1.574 | » | 22.067 |
| Bons 5,50 p. 100 1956, amortissables en 15 ans | 21.725 | 1.376 | » | 20.349 |
| Bons 6 p. 100 1957, amortissables en 15 ans | » | » | 24.335 | 24.335 |
| Total | 87.528 | 6.254 | 24.335 | 105.609 |

### B. — Budget annexe de la radiodiffusion-télévision française.

| DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1957. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 août 1957. | | SITUATION de la dette au 31 août 1957 |
|---|---|---|---|---|
| | | Diminution. | Augmentation. | |
| Obligations 4 1/2 p. 100 1954, 20 ans | 7.612 | » | » | 7.612 |
| Obligations 4 1/2 p. 100 1955, 25 ans | 3.612 | » | » | 3.612 |
| Obligations 4 1/2 p. 100 1956, 25 ans | » | » | 1.680 | 1.680 |
| Obligations 4 1/2 p. 100 1957, 25 ans | » | » | 1.286 | 1.286 |
| Total | 11.224 | » | 2.966 | 14.190 |

# ANNEXES

## TABLEAU DES ECHEANCES DES BONS DU TRESOR ET DES TRAITES DE DEPENSES PUBLIQUES

(En millions de francs.)

| DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION générale au 31 août 1957. | ECHEANCES exigibles au 31 août 1957. | ÉCHÉANCES NON EXIGIBLES AU 31 AOUT 1957 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 1957. | 1958. | 1959. | 1960. | Total des échéances non exigibles. |
| Bons du Trésor à 1 an | » | » | 22.598 | 51.829 | » | » | 74.427 |
| Bons du Trésor à 2 ans | » | » | 36.333 | 108.387 | 67.093 | » | 211.813 |
| Comptes courants de bons du Trésor. Catégorie A | 1.798.118 | 13.811 | 10.417 | » | » | » | 10.417 |
| Comptes courants de bons du Trésor. Catégorie B | | | 53.307 | 125.864 | » | » | 179.171 |
| Comptes courants de bons du Trésor. Catégorie C | | | 302.425 | 786.516 | 219.508 | » | 1.308.479 |
| Bons de la reconstruction à 3 ans | 48 | 48 | » | » | » | » | » |
| Bons de la défense nationale à intérêt progressif | 213 | 213 | » | » | » | » | » |
| Emissions diverses | 472 | 472 | » | » | » | » | » |
| Bons du Trésor à intérêt progressif 3 mois à 3 ans | 710.263 | (1) 631.736 | 78.527 | » | » | » | 78.527 |
| Totaux | 2.509.111 | 616.280 | 503.607 | 1.072.626 | 286.601 | » | 1.862.834 |
| | | | 1.862.834 | | | | |

(1) Montant des bons émis depuis plus de trois mois et dès lors exigibles.

## SITUATION DES COMPTES COURANTS DE BONS DU TRESOR AU 31 AOUT 1957

(En milliards de francs.)

| | SITUATION au 1er janvier 1957. | SITUATION au 31 juillet 1957. | SITUATION au 31 août 1957. |
|---|---|---|---|
| **A. — Comptes courants tenus par la Banque de France et le service des émissions.** | | | |
| *1° Secteur bancaire et divers.* | | | |
| Banque de France | 276 | 287 | 295 |
| Banques françaises | 638 | 605 | 642 |
| Banque de réescompte de la Sarre | 3 | 6 | 4 |
| Etablissements financiers et divers | 20 | 15 | 14 |
| Agents de change | 17 | 29 | 31 |
| Assurances | 10 | 6 | 5 |
| Total | 964 | 948 | 991 |
| *2° Etablissements publics et semi-publics.* | | | |
| Crédit foncier de France | 3 | 3 | 3 |
| Caisse centrale de la France d'outre-mer | » | » | » |
| Caisse des dépôts, Caisse autonome et F. S. R. | 365 | 266 | 252 |
| Caisse nationale des marchés de l'Etat | 21 | 20 | 20 |
| Crédit national | 1 | 1 | 1 |
| Société nationale des chemins de fer français | 27 | 23 | 22 |
| Total | 417 | 313 | 298 |
| *3° Instituts d'émission d'outre-mer.* | | | |
| Banque de l'Algérie et de la Tunisie | 135 | 155 | 156 |
| Banque de Madagascar | 7 | 7 | 7 |
| Instituts d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo, de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun | 6 | 5 | 5 |
| Total | 148 | 167 | 168 |
| **B. — Comptes courants tenus par la Banque de l'Algérie** | 36 | 41 | 41 |
| Total général | 1.565 | 1.469 | 1.498 |

## Ministère de la santé publique et de la population.

### Avis de vacance pour un poste de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux des Deux-Sèvres.

Un poste de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux est actuellement vacant dans le département des Deux-Sèvres.

Les candidats doivent remplir les conditions fixées par le décret du 12 juin 1948 relatif au recrutement des médecins des services antituberculeux (médecins de sanatoriums publics, médecins à temps complet déjà en fonctions dans les dispensaires antituberculeux, médecins issus du concours des médecins des services antituberculeux).

Les candidats devront, avant le 15 décembre 1957, adresser simultanément leur demande, accompagnée d'un exposé de leurs titres:

1° A la direction départementale de la santé des Deux-Sèvres, 5, rue Du Guesclin, à Niort, où ils pourront obtenir tous renseignements utiles;

2° Au ministère de la santé publique et de la population, sous-direction de l'hygiène sociale, 8e bureau, 1, rue de Tilsitt, Paris (8e).

### Avis de concours pour le recrutement de deux rédacteurs au centre hospitalier régional de Nancy.

Un concours sur épreuves pour le recrutement de deux rédacteurs aura lieu le 30 janvier 1958 au centre hospitalier régional de Nancy.

Peuvent faire acte de candidature les personnes de nationalité française, titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du brevet supérieur, d'un brevet d'officier de l'armée active de terre, de mer ou de l'air, du certificat de capacité en droit ou d'un diplôme équivalent, ainsi que les agents ne possédant pas ces diplômes mais comptant au moins trois ans de services effectifs en qualité de secrétaire d'administration hospitalière ou de commis dans un établissement public d'hospitalisation, de soins ou de cure.

Les candidats devront avoir eu vingt et un ans au moins et trente ans au plus au 1er janvier 1958.

Toutefois, cette limite d'âge sera reculée d'un temps égal à la durée des services antérieurs civils et militaires ouvrant des droits à la retraite, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 162 du décret du 29 juillet 1939.

Les candidats du sexe masculin devront en outre avoir satisfait aux obligations militaires.

Les dossiers de candidature devront parvenir avant le 31 décembre 1957 à la direction du centre hospitalier régional de Nancy qui adressera aux personnes en faisant la demande tous renseignements sur la nature et le programme des épreuves ainsi que la liste des pièces à fournir par les candidats pour constituer leur dossier.

### Avis de concours pour le recrutement d'un rédacteur au centre hospitalier du Havre (Seine-Maritime).

Un concours sur épreuves pour le recrutement d'un rédacteur aura lieu les 29 et 30 janvier 1958 au centre hospitalier du Havre (Seine-Maritime).

Peuvent faire acte de candidature les personnes de nationalité française titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du brevet supérieur, d'un brevet d'officier de l'armée active de terre, de mer ou de l'air, du certificat de capacité en droit ou d'un diplôme équivalent, ainsi que les agents ne possédant pas ces diplômes mais comptant au moins trois ans de services effectifs en qualité de secrétaire d'administration hospitalière ou de commis dans un établissement public d'hospitalisation, de soins ou de cure.

Les candidats devront avoir eu vingt et un ans au moins et trente ans au plus le 1er janvier 1958. Toutefois, cette limite d'âge sera reculée d'un temps égal à la durée des services antérieurs civils et militaires ouvrant des droits à la retraite, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 162 du 29 juillet 1939 (enfants à charge).

Les inscriptions devront être adressées, au plus tard, le 29 décembre 1957 à la direction du centre hospitalier du Havre, 55 *bis*, rue Gustave-Flaubert, qui communiquera, à toute personne en faisant la demande, le programme des épreuves et la liste des pièces à fournir par les candidats pour constituer leur dossier.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
JEAN-PAUL MARTIN

# ANNONCES

**Les annonces sont reçues à l'AGENCE HAVAS, 62, rue de Richelieu, Paris**
COMPTE CHÈQUE POSTAL 1.014.00, PARIS
**et dans ses succursales des départements.**

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS
(Décret du 16 août 1901.)

28 octobre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Marnia. **Judo-Club-Marnia.** But : pratique du judo, jiu-jitsu et self-défense ; créer entre ses membres des liens d'amitié et de bonne camaraderie. Siège social : salle Journoud, rue du Général-Morris, Marnia (Tlemcen).

30 octobre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Fontenay-le-Comte. **Centre d'études techniques agricoles de Foussais.** But : fournir à ses membres les moyens de faciliter la gestion de leur exploitation et d'améliorer la rentabilité de leur travail par une application judicieuse des progrès techniques et des méthodes d'organisation. Siège social : domicile du président, Foussais (Vendée).

30 octobre 1957. Déclaration à la sous-préfecture d'Argentan. **Comité d'aide aux soldats en Afrique du Nord.** But : aider les soldats de la commune en Afrique du Nord. Siège social : mairie de la Chapelle-Biche (Orne).

4 novembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Bastia. **Les Deux Masques.** But : développement artistique et culturel de la jeunesse. Siège social : 18, avenue E.-Sari, Bastia (Corse).

4 novembre 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Coopé-Sports.** But : pratique des sports. Siège social : route Nationale, Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais).

## COTE DES CHANGES (1)

| Dernière cours cotée en Bourse | Pays | Devise | Parité | Cours limites pratiqués par la Banque de France | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 27 novembre 1957. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 349 95 | États-Unis ..... | 1 $ U.S.A | 350 .(2) | .... .. | .... .. | 350 .. | .... .. |
| 362 60 | Canada ..... | 1 $ Can | .... .. | .... .. | .... .. | 361 75 | 361 50 |
| 164 .. | Côte Fce Somalis. | 100 F Djib | 164 9727 | .... .. | .... .. | 163 50 | .... .. |
| 2804 .. | Mexique ..... | 100 pes | 2800 .. | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 8379 .. | Allemagne occid | 100 D Mk | 8333 33 | 8271 .. | 8396 .. | 8380 .. | 8379 .. |
| 1354 50 | Autriche ..... | 100 sch | 1346 15 | 1336 06 | 1356 25 | 1354 50 | 1353 50 |
| 703 40 | Belgique ..... | 100 F b | 700 .. | 694 75 | 705 25 | 703 35 | 703 45 |
| 5000 .. | Danemark ..... | 100 c. d. | 5067 22 | 5029 25 | 5105 25 | 5002 50 | 5000 .. |
| 986 30 | Gde-Bretagne... | 1 liv. st | 980 .. | 972 65 | 987 35 | 986 35 | 986 25 |
| 56 305 | Italie ..... | 100 lire | 55 608 | 55 59 | 56 43 | 56 235 | 56 215 |
| 4931 .. | Norvège ..... | 100 c. n | 4900 .. | 4863 50 | 4937 .. | 4931 .. | 4930 50 |
| 9277 50 | Pays-Bas ..... | 100 fl | 9210 52 | 9141 60 | 9279 80 | 9279 .. | 9277 .. |
| 6803 .. | Suède ..... | 100 c. s. | 6765 625 | 6715 .. | 6816 50 | 6805 .. | 6803 50 |
| 8028 .. | Suisse ..... | 100 f. s. | 8003 98 | 7944 .. | 8064 .. | 8029 .. | 8026 50 |
| 1007 .. | Égypte ..... | 1 liv. ég | 1005 04 | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 1225 50 | Portugal ..... | 100 esc. | 1217 20 | 1208 25 | 1226 50 | 1222 .. | 1220 .. |
| 4897 50 | Tchécoslovaquie | 100 kcs | 4861 11 | 4824 50 | 4897 50 | 4897 50 | .... .. |
| 117 60 | Yougoslavie .... | 100 din | 116 666 | 115 70 | 117 60 | 116 .. | 115 70 |

Zone C. F. A..... 100 F C. F. A..... 200
Zone C. F. P..... 100 F C. F. P..... 500

(1) Sous réserve du versement ou du prélèvement institué par le décret n° 57-910 du 10 août 1957 relatif aux règlements entre la zone franc et l'étranger.
(2) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes